

par la noblesse, caste privilégiée et supérieure, sans aucun droit, dit-on, mais en réalité du droit de la cohésion et de l'organisation et de la prééminence et parce qu'elle avait su se faire puissance, tout simplement ; de même le prolétariat se constituera peu à peu en classe régnante par l'habitude qu'on aura prise de lui obéir et de lui demander sa décision en toutes choses du seul fait qu'il sera le plus fort.

Le syndicalisme rouge, c'est le rêve aristocratique ; c'est, si l'on veut, le rêve nietzschéen du prolétariat : « La lutte pour les pouvoirs politiques, dit M. G. Sorel dans *l'Avenir socialiste des syndicats* (1), n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles ; c'est une lutte *pour vider l'organisme politique de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien*, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat... Les syndicats arriveront ainsi à enlever aux formes antiques conservées par les démocrates [sans doute magistrature, administration, système parlementaire, conseils généraux, conseils municipaux, etc.] tout ce qu'elles ont de vie et ne

(1) Cf. *le Caractère religieux du socialisme*, par M. Edouard Dolléans.

leur laisseront que les fonctions rebutantes de guet et de répression. *Alors une société nouvelle aura été créée avec des éléments complètement nouveaux, avec des principes purement prolétariens.* »

Mais, sans demander *sur quel droit* se fondent les syndicalistes pour attribuer au prolétariat dans la société future la place et le rôle occupés autrefois dans telle société par la caste sacerdotale, dans telle autre par la caste militaire, dans telle autre, à Rome, par une sorte de caste judiciaire, *sur quel signe d'élection* les syndicalistes s'appuient-ils bien pour annoncer et préconiser l'avènement comme classe dirigeante et comme aristocratie nationale de la classe prolétarienne ? Sur trois signes considérés par les syndicalistes comme très importants : 1° Le prolétariat a une supériorité morale sur toutes les autres classes ou plutôt sur tous les autres groupes de la société. Il est vertueux. Il est pur. Il est vertueux et il est pur parce qu'il est pauvre. Il n'a pas été énervé par la richesse, corrompu et affaibli par la propriété. Il a toutes les forces morales d'une classe neuve et intacte. Il a, dans toute son élasticité vigoureuse, le ressort moral.

2° Le prolétariat est une classe *productive*. Il ne négocie pas, il ne trafique pas, il produit. Donc c'est lui qui a la clef et la source. Il ferme sa porte

et il se croise les bras ; tout le monde meurt de faim. Il tarit sa source ; le pays entier est stérilisé et tué. On ne réfléchit pas assez à ceci. Le prolétariat n'est pas, à proprement parler, un candidat à la royauté ; il est roi. C'est de lui que tout dépend. Ce n'est pas un candidat à la royauté ; c'est un roi qui ne fait pas valoir ses droits souverains. Le jour où il prendra en mains le gouvernement, il ne se créera pas roi, il ne fera que se proclamer. Il ne fera que déclarer qu'à l'avenir il exercera toutes les prérogatives qu'il avait déjà, mais que, par négligence, il laissait languir. Le prolétariat est un souverain qui simplement oublie qu'il l'est et qui n'a qu'à dire demain : « Souvenez-vous à partir d'aujourd'hui que je le suis. »

3° Le prolétariat enfin est une classe organisée, et il est dans les pays démocratiques la seule classe organisée. Les anciennes classes, noblesse, clergé, magistrature, ou ont été supprimées, disloquées, annihilées (noblesse), ou ont été transformées en troupes de fonctionnaires (magistrature), ou après avoir été, elles aussi, fonctionnarisées (clergé), sont remises en liberté, mais précisément pour cela seront tellement tyrannisées et matées par la majorité de la nation qui les hait et les redoute qu'elles ne se reconstitueront pas en classes. Il n'y a que le prolétariat, classe nouvelle, qui remplace des

classes usées et, classe organisée, qui remplace des classes en pleine désorganisation et qui ne sont plus que des souvenirs. Or, en toute société possible, ce qui gouverne c'est ce qui est organisé. Le reste est matière exploitable et matière servile. Si aujourd'hui, en France, la petite bourgeoisie semble gouverner, remarquez-le bien, c'est qu'elle a une organisation, la franc-maçonnerie. Mais c'est une organisation sans vigueur interne et sans long avenir, parce que c'est une organisation négative. Ces gens-là ne sont liés que par une haine commune, ce qui est quelque chose ; mais, du reste, n'ont pas une idée positive commune et non pas même un intérêt commun. En dehors de leur fureur anti-religieuse, ils ne sont faits que pour demander individuellement des places au gouvernement et pour se les disputer les uns aux autres. Le prolétariat seul est organisé et organisé *positivement*. Il est organisé pour produire et pour n'admettre comme membres actifs de la société que ceux qui produisent ; il est organisé pour faire régner la pauvreté saine, morale et moralisatrice, et pour réduire tout le monde à la pauvreté ; il est organisé pour détruire la richesse en haut et la misère en bas et le fonctionnarisme, le servilisme, le valetage et la prostitution partout. Enfin, et cela suffirait, il est organisé, et il n'y a que lui qui le soit. Dès lors il

est désigné pour le pouvoir. Il est le *consul désigné*. Qu'il s'organise de plus en plus, de plus en plus fortement, de plus en plus étroitement, et c'est à quoi les syndicats servent, et il gouvernera la nation tout naturellement, ce à quoi il est destiné par son éminente dignité et son éminente utilité.

Ces idées n'ont rien, tout en étant un peu ambitieuses, que de très raisonnable. Il est vrai que le groupement social le mieux organisé gouvernera. Il est très vrai que les aristocraties se forment par une force d'attraction et de cohésion et qu'une aristocratie plébéienne peut se former de cette façon-là et jouer dans l'avenir le rôle qu'ont joué dans le passé les aristocraties historiques. La seule question est de savoir si le prolétariat a en lui cette force de cohésion et d'attraction et d'organisation constante, à long terme et toujours progressive, dont je parlais tout à l'heure et dont il aurait besoin pour tout plier sous sa loi. Il est possible.

Bien entendu, dans les pays fortement organisés eux-mêmes, dans un pays monarchique et militaire et au fond très autocratique malgré les apparences parlementaires, comme l'Allemagne, l'organisation prolétarienne n'arriverait pas au pouvoir, parce qu'elle rencontrerait devant elle une autre

organisation très puissante, très vivace et soutenue par la faveur générale de la nation; dans un pays resté aristocratique *et où le système parlementaire est une aristocratie*, comme le Royaume-Uni, il n'y a pas de place d'ici à très longtemps pour une aristocratie prolétarienne; mais en France et en Italie, cet avènement d'une classe sachant se constituer en classe est très possible.

En France par exemple, *s'il intervient une solution aristocratique* (ce que, du reste, je ne crois guère), si l'état actuel ne se prolonge pas indéfiniment, à savoir une démocratie amorphe, sans classe dirigeante, même sans parti nettement constitué et vivant au jour le jour sans savoir où elle va ni où elle veut aller, en un mot s'il devait intervenir une solution aristocratique, ce serait selon moi une aristocratie militaire ou une aristocratie prolétarienne qui s'affirmerait. L'armée est force organisée; elle s'affirmerait corps dirigeant et elle ne trouverait presque rien qui s'y opposât. Le prolétariat, supposé beaucoup plus organisé qu'il n'est maintenant, pourrait prendre la même résolution et la même attitude avec le même succès. Encore faut-il dire que l'armée est beaucoup moins force organisée que je ne le disais tout à l'heure, étant faite de citoyens qui ne font que passer rapidement par les cadres, qui ne prennent pas l'esprit

militaire, qui rentrent vite dans la vie civile et qui *ne prennent pas conscience de caste*; n'étant donc faite, en tant que classe, que du corps d'officiers, lequel lui-même n'est pas homogène et est composé de deux clans dont l'un passe sa vie à dénoncer l'autre. La solution aristocratique militaire n'est donc rien moins que probable. Reste la solution aristocratique prolétarienne, qui n'est pas probable non plus, mais qu'il faut reconnaître qui est possible. Les idées des syndicalistes rouges sont très spécieuses.

Elles le sont jusqu'ici; mais il faut savoir que les doctrines syndicalistes sont très complexes et qu'elles se mêlent d'éléments chimériques très différents de ceux que nous venons d'examiner. C'est dans les centres d'action syndicaliste que l'idée de la grève générale a des partisans très convaincus et comme des apôtres. La grève universelle serait la cessation du travail de tous les ouvriers d'Europe, ou au moins de tous les ouvriers d'une nation, à un moment donné. Et cela serait : 1° de la part du prolétariat une manifestation de sa force et la preuve donnée qu'il faut lui obéir puisqu'il peut affamer; et il est certain que celui qui peut à son gré affamer ou nourrir est le maître, quelques considérations de droit que l'on puisse invoquer contre lui; 2° une révolution sociale intégrale,

table rase étant faite, n'y ayant plus ni riches ni pauvres, ni possédants ni non possédants dans la famine universelle, et de ce monde ramené à l'état primitif la société rationnelle devant spontanément sortir, à savoir la société d'égaux et de frères.

Il est singulier que cette idée soit caressée par des hommes aussi réalistes que les syndicalistes rouges. Autant la première partie de leur programme (celle que j'appelle la première parce que je l'ai exposée d'abord) est nette, sensée, fondée sur les faits, rigoureusement historique, disant simplement que la force est tout, qu'une classe en remplace une autre quand elle est forte, c'est-à-dire bien organisée et que la tourbe humaine ne songe à autre chose qu'à lui obéir et qu'une aristocratie plébéienne est tout aussi naturelle qu'une aristocratie militaire, ecclésiastique ou juridique; — autant l'idée de la grève générale appartient à la psychologie utopique la plus caractérisée.

D'abord elle est absolument irréalisable, puisque la grève générale serait un suicide, chose à laquelle il est assez rare que la moitié d'un peuple se résigne. Le charpentier qui ne travaillerait plus le jour même où, de par la grève générale, le boulanger ne travaillerait pas non plus, serait frappé au ventre par la grève générale qu'il aurait déclarée, et il

n'est pas probable qu'il décidât qu'elle doit continuer.

Ensuite il est peut-être évident qu'à supposer la grève générale durant huit jours, ce n'est pas une société égalitaire et fraternelle qui s'élèverait sur cette table rase, mais un brigandage et un pillage universel qui, par suite de cette situation, se déchaîneraient immédiatement.

L'idée de la grève générale est une idée anarchique. Elle est l'infiltration de l'anarchisme dans le monde syndicaliste. Comme Emile Zola disait qu'il était un réaliste imbibé, quoiqu'il en eût, de virus romantique, les syndicalistes rouges, très bons réalistes politiques, sont pénétrés, inconsciemment peut-être, de virus anarchique. Les anarchistes disent : « La société *latente*, qui ne laisse d'être la société réelle que parce qu'elle trouve dans la factice et abominable société actuelle un obstacle très dur, la société *latente* est une société égalitaire et délicieusement fraternelle. Elle surgirait d'elle-même, sans la moindre loi qui l'organisât, si la société actuelle était détruite. Que faisons-nous ? Par tous les moyens, par le fer, le feu, la dynamite, etc., nous détruisons la société actuelle. Rien de plus, rien de moins. Quand la société actuelle sera détruite, nous ne ferons rien du tout. Le monde idéal se créera

tout seul. *Si qua fata aspera rumpas... fata viam invenient.* »

Les syndicalistes disent : « C'est vrai ! C'est exact ! Seulement, le fer, le feu et la dynamite sont bien inutiles. Il suffit de commencer, au lieu de finir, par ne rien faire. Personne ne travaille plus : la société actuelle est détruite, et de la destruction de la société actuelle, la société idéale sort toute seule. *Sedentes bellum conficiemus.* »

Le raisonnement, sur ce point, des anarchistes et des syndicalistes est donc le même, et le but le même ; le moyen seul diffère. L'idée de la grève générale est une idée qui ressortit absolument à l'anarchisme et qui est aussi irréaliste que l'anarchisme lui-même.

A la vérité, il ne me semble pas qu'elle soit une idée professée par tous les syndicalistes rouges, ni qui soit prise fort au sérieux par ceux mêmes qui la professent. M. Aristide Briand en est le partisan très convaincu et très énergique ; car il l'a proclamée autrefois avec une chaleur extrême et j'ai pour lui trop de respect pour croire qu'il ait changé sur une idée de cette importance, ce qui serait croire qu'il l'a adoptée jadis étourdiment. Mais M. Georges Sorel, quoique syndicaliste très fervent, la traite de chimère, de chimère utile et salutaire, mais de chimère pure. Avec beaucoup

d'esprit et plus peut-être que les syndicalistes sévères n'en admettent sur ce sujet, il compare cette idée aux illusions des premiers chrétiens : « Les premiers chrétiens attendaient le retour du Christ et la ruine totale du monde païen avec l'instauration du royaume des Saints pour la fin de la première génération. La catastrophe ne se produisit pas ; mais la pensée chrétienne tira un tel parti du mythe apocalyptique que certains savants contemporains voudraient que toute la prédication de Jésus eût porté sur ce sujet unique. » De même l'idée de la grève générale « est une conception destinée à donner un aspect de réalité à des espoirs sur lesquels s'appuie la conduite présente de la classe ouvrière... »

Ce langage s'entend. Il veut dire : soutenu par l'espoir qu'il peut un jour, à la condition de s'entendre, c'est-à-dire d'être fortement organisé et discipliné, tenir sous ses genoux la société tout entière et lui faire crier merci, le prolétariat s'organise et se discipline passionnément ; et s'il est vrai que le jour ne viendra jamais où le prolétariat mettra la société aux abois, en attendant, par la manière dont, en cet espoir, il se discipline, il s'achemine vers le moment où, tout au moins, il dictera des lois à la société. L'idée de la grève générale est une illusion utile et nécessaire.

Quoi qu'il en soit de l'utilité de cette apocalypse socialiste, retenons ceci, qui est le réel et le solide : Faire du prolétariat une classe hiérarchisée, une armée disciplinée, un organisme vigoureux au milieu des nations inconstituées ou déconstituées, de telle sorte qu'il arrive à les gouverner, pour leur bien du reste, comme ont fait les aristocraties anciennes; mais, à l'inverse de celles-ci, en détruisant le capitalisme, en établissant et maintenant l'égalité réelle et en faisant régner la pauvreté et la morale ; tel est l'ensemble des idées et projets des syndicalismes rouges.

Le syndicalisme jaune, malgré ce que j'ai dit qu'il a de commun avec le syndicalisme rouge, sur quoi du reste je reviendrai, est tout différent (1). Les jaunes sont des candidats à la bourgeoisie. Ils ne veulent pas abolir la propriété ; ils veulent y accéder ; ils ne veulent pas changer la société actuelle,

(1) Si l'on ne tient pas pour oiseux de connaître l'origine de ce mot « jaunes », la voici. En août 1900, à Montceau-les-Mines, pendant que la majorité des ouvriers étaient en grève, un certain nombre voulaient travailler. Ils s'entendirent et s'organisèrent pour cela. Leur rendez-vous était le *Café de la Mairie*. Les « rouges » assiégèrent les antigrévistes dans ce café et en cassèrent toutes les fenêtres à coups de pierres. Débloqués, les antigrévistes remplacèrent les vitres brisées par des feuilles de papier jaune dont ils avaient un stock. Les rouges, par dérision, désignèrent le siège social des antigrévistes sous le nom de « syndicat jaune ». Les antigrévistes acceptèrent ce nom, l'adoptèrent et l'ont gardé.

ils veulent s'y faire une place et la plus grande place possible. Que doit être le quatrième État ? Les rouges disent : « tout » ; les jaunes disent : « quelque chose ».

Pour les jaunes, les collectivistes et syndicalistes en tant que visant au collectivisme sont des charlatans. L'égalité réelle, « l'égalité absolue entre les citoyens est une *blague* socialiste ; elle n'existera jamais ; car l'un est fort, l'autre faible, celui-ci intelligent, celui-là sot, un autre travailleur, son voisin paresseux. Si donc il fallait l'égalité complète entre les hommes, il faudrait ramener toutes choses au niveau du plus faible, du plus sot et du plus paresseux ; et il serait joli le progrès socialiste ! Tous les hommes deviendraient des miséreux et des incapables » (Japy) (1).

Au lieu d'un retour à la collectivité, qui serait une régression et non un progrès et un abêtissement et non une émancipation, les jaunes veulent une accession progressive des prolétaires à la propriété. L'ouvrier sera émancipé quand il sera propriétaire. « L'esclave, c'est celui qui ne possède rien, qui ne possède ni son outil ni le produit de son travail. Le socialisme, qui dépossède tous les hommes, est une doctrine d'esclavagisme. » (Bié-

(1) Dans *le Socialisme et les Jaunes*, par P. Biétry.

try.) — Les collectivistes sont des hommes qui disent aux ouvriers : « Très peu d'entre vous sont propriétaires ; ce que nous voulons, c'est qu'aucun ne le soit » ; ce langage qui serait jugé féroce tenu par un bourgeois, pourquoi serait-il jugé philanthropique tenu par un monsieur qui se dit socialiste ? Ce qu'il faut, c'est que, par tous les moyens pacifiques possibles, les ouvriers arrivent à la propriété et à la propriété individuelle, la seule qui ne soit pas « une blague », c'est-à-dire un leurre. Il n'y a de liberté et de dignité pour l'homme que dans la propriété. Il n'importe pas qu'elle soit considérable. Il suffit qu'elle soit sensible ; il suffit même qu'elle existe, pour donner à l'homme les qualités morales qui sont constitutives de son bonheur ; mais il est bon qu'elle soit d'une certaine étendue, pour que l'homme la sente présente et y trouve un appui et un réconfort.

Le programme définitif du parti est le suivant (Congrès de 1904) :

1° Droit de propriété.

2° Revendication ferme et continue des améliorations qui sont indispensables au développement physique, intellectuel et moral de la classe ouvrière.

3° Participation de la main-d'œuvre aux bénéfices du capital.

4° Opposition à toutes les grèves ayant un caractère politique et dont la nécessité n'est pas démontrée par l'intransigeance patronale.

5° Fixation des heures de travail par corporations, régions et métiers, d'un commun accord entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers;

6° Lutte contre le collectivisme d'Etat qui, en fonctionnarisant les travailleurs, les met dans la main d'un monstre anonyme, irresponsable et plus dur que tout patron ;

7° Développement dans la classe ouvrière des grands moyens sociaux de relèvement et d'indépendance, et garanties pour la vieillesse des travailleurs : mutualité, assistance, retraites ouvrières ;

8° Placement gratuit, par l'Union fédérative, de tous les orphelins des syndiqués ;

9° Encouragement à toutes les initiatives privées dirigées vers des œuvres de bienfaisance ;

10° Éducation civique et professionnelle de tous les travailleurs, en vue de tous les droits, de tous les besoins et de toutes les libertés nécessaires à un grand peuple ;

11° Liberté d'association, liberté d'enseignement, liberté absolue de conscience.

Ce programme a pour trait essentiellement caractéristique que non seulement il est anticol-

lectiviste ; mais qu'il est absolument, presque excessivement, antiétatiste.

Il admet la fixation du nombre des heures de travail ; mais il ne l'admet nullement faite par l'Etat ; il la veut faite par les ouvriers de commun accord avec les patrons.

Il admet et certes il désire assistance aux déshérités et retraites ouvrières ; mais il les veut par le seul effet du « *développement dans la classe ouvrière des grands moyens sociaux de relèvement et d'indépendance* ». D'où il suit que quand il dit, avec une clarté insuffisante : « Revendication des améliorations qui sont indispensables au développement physique, intellectuel et moral de la classe ouvrière », il semble bien qu'il demande ces améliorations non pas à la loi, non pas à l'intervention de l'État, de la communauté ; mais au prolétariat lui-même organisé et puissant.

Ce programme, en second lieu, est extrêmement *libéral et pacifique*. Il revendique la liberté d'association, absolument nécessaire au prolétariat pour se constituer et pour se donner toute la cohésion qui lui est indispensable ; il revendique la liberté de conscience, c'est-à-dire qu'à la fois il l'exige des patrons, qui n'auront rien à voir dans les idées religieuses ou irréligieuses de leurs ouvriers ; et qu'à la fois il s'impose de la respecter et de ne faire

aucune acception de personne en considération des opinions religieuses ou irréligieuses ; il revendique la liberté d'enseignement parce qu'elle fait partie de la liberté de conscience et par haine du collectivisme, le monopole de l'enseignement n'étant, selon la très juste remarque de M. Jaurès, que la socialisation des esprits acheminant à la socialisation de toutes choses.

Voilà en quoi ce programme est éminemment libéral.

Il est éminemment pacifique et conciliateur en ceci qu'il ne considère point du tout le patron comme l'ennemi. Les « jaunes » ont très peu de patrons avec eux, cinq ou six, je crois ; et ils ne tiennent pas autrement à en avoir. Ils sont avant tout syndicats ouvriers. Mais ils considèrent le patron comme un homme qu'il n'est pas nécessaire de combattre et avec lequel il faut discuter et avec lequel il faut s'entendre. Ils veulent, ce qui est de tout bon sens, que la situation économique et ce qu'elle comporte en bien et en mal pour les ouvriers et pour les patrons soient examinés de commune enquête par les patrons et les ouvriers. Leur modèle en ceci ce sont ces ouvriers des associations anglaises, qui, nous dit M. Bouge, « de gré à gré avec les syndicats patronaux établissent, après discussion contradictoire, les frais généraux, l'a-

mortissement, les bénéfices de quoi le taux des salaires se dégage ensuite de lui-même ; qui suivent attentivement le marché, en sorte qu'il n'est pas rare de voir les ouvriers *offrir aux patrons une réduction de salaires* qui est commandée par la baisse du produit ou toute autre cause. » — En un mot, ils croient qu'il n'y a rien de plus connexe au monde que les intérêts des ouvriers et des patrons, et que ces intérêts ne peuvent être connus au juste qu'examinés conjointement par les employés et employeurs.

Mais enfin le trait le plus saillant de ce programme, c'est l'amour de la propriété. Les jaunes sont *propriétistes déclarés et passionnés*. Ils ont, ce qui est une chose nouvelle en France, *ils ont, ouvriers, la mentalité rustique*. Ils sont des ouvriers paysans. L'âpre amour du paysan pour la terre, pour le bien propre, le désir intense de dire : « ceci est à moi, » sont les sentiments dont le jaune est profondément animé.

Quant à la forme dans laquelle ils veulent être propriétaires, elle est celle-ci. Ils veulent la participation aux bénéfices, c'est-à-dire la copropriété de l'usine. Ils ne semblent pas du tout être partisans de cette autre propriété qui consiste à former des sociétés coopératives de production. Ils n'en parlent quasi jamais. Sans doute ils pensent

qu'il est plus pratique, plus facile en tout cas, de s'associer au capital là où il est que d'en créer un nouveau, plus facile d'entrer en copropriété d'une usine existante que d'en bâtir une.

Quoi qu'il en soit de leurs raisons, leur grand cheval de bataille c'est la participation aux bénéfices. Elle est dans le programme officiel pour ainsi parler que je viens de transcrire; elle revient sans cesse dans tous leurs écrits, dont M. Biétry a rapporté les principaux dans son livre *le Socialisme et les Jaunes*. Ils disent : « Il y a trois facteurs de production qui sont : capital, direction, main-d'œuvre. Chacun de ces trois facteurs reçoit un salaire. Lorsque les trois facteurs ont reçu leur salaire, le bénéfice de l'exploitation, s'il y en a un, doit être distribué entre les trois facteurs de l'exploitation d'une manière équitable. — Ils disent : « Il faut que chaque travailleur honnête arrive, dans sa mesure, à être un propriétaire selon ses moyens : l'un arrivera à avoir mille francs dans l'usine où il travaillera, l'autre cinq mille et même plus ; ainsi, chez MM. Laroche-Joubert, un ouvrier devenu contremaître possède plus de cinquante mille francs dans la papeterie d'Angoulême. Nous demandons l'association loyale du patron et de l'ouvrier, non pas dans le but de léser soit l'un soit l'autre, mais dans celui de donner

à chacun son dû, en élevant le travailleur au rang de propriétaire... »

Ils citent, ce qui prouve en passant que le rapprochement que je faisais entre leur esprit et celui du paysan français peut être juste, ils citent complaisamment ce texte du Comte de Paris en son rapport à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale : « Lorsque dans une entreprise industrielle tous les travailleurs sont, d'une manière ou d'une autre, directement intéressés à son succès, il s'accomplit alors une révolution qui, dans l'ordre économique, fait disparaître les grèves et double les forces productives, et qui, dans l'ordre politique, *peut se comparer à la formation de la puissante classe des paysans propriétaires et journaliers à la fois.* » — Et ils ajoutent : « C'est l'évidence même. »

Ils citent John Stuart Mill disant : « Je ne puis croire que les travailleurs se contentent toujours de l'état de salariés et qu'ils l'acceptent comme condition définitive. Ils peuvent consentir à passer par la condition de salariés pour arriver à celle de maîtres, mais non à rester salariés toute leur vie. » — Et ils ajoutent : « L'état de salarié ne sera bientôt plus que celui des ouvriers socialistes et des fonctionnaires subalternes, ou encore des ouvriers de l'État que leur abaissement moral et

leur avachissement rendront indignes de l'indépendance. »

L'ouvrier propriétaire, l'ouvrier copropriétaire de l'usine, c'est le *leit-motiv*, disons mieux, c'est la pensée maîtresse et presque la pensée unique de l'œuvre. Nous y reviendrons dans nos conclusions.

Pour le moment, faisons remarquer, comme nous avons annoncé que nous le ferions, les analogies remarquables et significatives qui existent, malgré leurs divergences, entre le syndicalisme rouge et le syndicalisme jaune. Malgré qu'ils en aient, ces deux frères ennemis se ressemblent. Tous les deux sont antiétatistes, déclarent ne pas compter sur l'État, mais sur eux-mêmes, pour le travail de l'émancipation populaire, et tous les deux croient fermement qu'il faut organiser le prolétariat en classe disciplinée, et tous les deux croient non moins fermement *que de l'organisation du prolétariat une société nouvelle, très supérieure à la société actuelle, doit sortir.*

Les syndicalistes jaunes tiennent ce langage, que les syndicalistes rouges pourraient exactement tenir : « Tous les peuples qui grandissent et qui s'imposent aux autres peuples par une forte pénétration économique, c'est-à-dire industrielle et commerciale, sont ceux dont les prolétaires sont

fortement organisés... Les puissants syndicats ouvriers et les admirables coopératives de consommation entretiennent dans le prolétariat belge une harmonie nationale absolue et une telle pratique de solidarité effective que l'on peut dire des travailleurs belges organisés qu'ils n'ont qu'une seule conscience... En Angleterre, jamais on n'enregistre les conflits subits, imprévus, ruineux pour les deux parties qui se répètent en France chaque jour. Les *Trade's Unions* assistent, par leurs délégués, aux congrès des patrons et des capitalistes, étudiant les lois de la concurrence universelle, recherchant d'un commun accord les moyens de lutter efficacement... Ce peuple lutte sur le terrain économique sans autre préoccupation que la richesse des industries nationales. Or il y a en Angleterre, actuellement, un ouvrier syndiqué par quatre travailleurs, alors qu'en France il y en a un par soixante-quinze. En Angleterre, aucune industrie sérieuse n'embauche un ouvrier s'il n'est syndiqué et en règle avec son syndicat ouvrier. En Allemagne, les syndicats ouvriers de la *Démocratie socialiste*, les associations *Hirsch-Dunker*, que nous appellerions en France progressistes, les syndicats chrétiens et les *Indépendants* forment, dans l'unité formidable de l'Empire germanique, l'élément du travail, divisé

sur des questions confessionnelles ou sociales, mais cohérent dans toutes les questions économiques et nationales. Tous, s'ils sont opposés les uns aux autres sur des points de doctrine politique, sont, en toutes autres circonstances et avant toutes choses, des syndicats allemands, plaçant avant les préoccupations de parti, de secte ou de programme, l'amour de la patrie, le dévouement à l'Allemagne, à la plus grande Allemagne... Et de même que dans l'intérêt allemand les socialistes allemands combattent la grève comme moyen (1), les patrons allemands, dans l'intérêt de l'Allemagne, inséparable de leurs propres intérêts, ont cessé toute opposition aux syndicats ouvriers inspirés de sentiments purement professionnels. L'Autriche, exemple curieux, ne lutte avantageusement sur le marché du monde qu'avec ceux de ses produits manufacturés dans les provinces où les travailleurs sont syndiqués... Il faut se convaincre que l'évolution et la grandeur des nations sont intimement liées à l'évolution, à l'organisation des masses ouvrières. »

Syndicats rouges et syndicats jaunes ont donc, non pas le même esprit, certes, ni tout à fait le même but, mais la même direction et les mêmes

(1) Sans, du reste, y réussir toujours. Grèves longues et sanglantes à Nuremberg en 1906.

moyens. Les syndicats rouges sont atteints d'esprit révolutionnaire, et, sans le savoir, d'esprit anarchique avec leur rêve de grève générale. Les syndicats jaunes sont d'esprit pacifique et conciliateur et ne rêvent, au lieu de guerre de classes, que fusion des classes ; voilà pour l'esprit ; et voilà pourquoi syndicats rouges et syndicats jaunes sont ennemis.

Le but, aussi, n'est pas tout à fait le même ; mais il est sensiblement le même : les syndicats rouges veulent arriver à gouverner la société comme une classe aristocratique ; les syndicats jaunes veulent prendre une place importante dans la société et la régénérer, la fortifier et l'agrandir par la place importante et l'influence considérable qu'ils y auront prise.

La direction est la même : pousser le prolétariat vers les hauteurs, sans collaboration de l'Etat et même en gardant toujours une vive défiance à l'endroit de l'intervention de l'Etat.

Les moyens sont les mêmes : forte organisation et sévère discipline dans l'organisation du prolétariat.

Il y a entre les syndicats rouges et les syndicats jaunes différence plutôt de tempérament que d'idées. Les syndicats jaunes sont des syndicats rouges modérés et les syndicats rouges sont des

syndicats jaunes intempérants. Dans un pays de bon sens, les syndicats rouges, par l'effet de la réflexion, en viendraient à se fondre peu à peu dans les syndicats jaunes, reconnaissant dans les syndicats jaunes leurs propres idées à l'état pratique.

Même en France, je ne considère pas comme impossible que syndicats rouges et syndicats jaunes se rapprochent. Il est possible que la marche soit celle-ci : les ouvriers, autrefois collectivistes, se détachent de l'idée collectiviste, y voyant une chimère, ou y voyant, si elle pouvait être réalisée, un pur et simple esclavage pour eux ; et c'est ce qui est presque fait ; — ils se détachent même de l'idée étatiste, considérant que l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement, même quand il émane d'eux, les leurre toujours, et du reste est impuissant à les affranchir ; et c'est, on le voit par l'esprit aussi bien des *rouges* que des *jaunes*, ce qui est en train de se faire ; — ils ne comptent plus que sur eux et sur eux fortement organisés, et c'est à quoi ils s'appliquent ; nous en sommes presque là ; — ils se libèrent peu à peu des idées violentes, reste de l'état d'esprit collectiviste, renoncent à la manière forte et, très fermes, toujours sur leurs droits ils comptent : 1° sur leur organisation ; 2° sur la discussion froide et serrée entre leurs patrons et

eux pour la solution des différends et pour la tractation en commun accord de toutes les questions économiques; et c'est ce qu'il n'est pas impossible que l'on voie un jour, même ici, puisque aussi bien on le voit ailleurs (1).

Si cette marche était celle qui sera suivie, tout au moins un commencement de solution de la question sociale serait acquis.

Il ne faut pas croire que le moment où nous sommes soit un mauvais moment; et il faut convenir que, pour ce qui est de la question sociale, il y en a eu rarement un qui fût meilleur. Tout au moins, le prolétariat est dans une orientation générale qui est la vraie.

(1) C'est-à-dire en Angleterre et en Allemagne. Au dernier congrès socialiste de Mannheim (septembre 1906), les socialistes proprement dits, Bebel et son parti, se sont trouvés en présence des syndicalistes. Les socialistes proprement dits étaient comme toujours pour la grève générale; les syndicalistes (il s'agit des syndicalistes allemands) étaient aussi opposés à la grève générale que les syndicalistes français en sont fêrus. Bebel a été obligé, pour conserver une ombre d'autorité, de leur faire, au mépris de toutes ses déclarations antérieures, des concessions quasi complètes. Il n'est pas défendu d'espérer que les syndicalistes français viendront peu à peu à l'état d'esprit des syndicalistes anglais et allemands.

XI

CONCLUSIONS.

Il n'y a rien de plus respectable, il n'y a rien de plus digne de vénération et de sympathie que l'idée profonde, que l'idée *intime* du socialisme, dégagée de la fumée des batailles qui l'obscurcit, dégagée aussi des transformations indéfinies qu'elle subit et où elle se perd.

Cette idée intime est l'idée d'égalité. Le socialiste, quel qu'il soit, veut l'égalité absolue parmi les hommes, ou veut plus d'égalité qu'il n'y en a parmi les hommes.

Mais poussons plus loin, en profondeur. Pourquoi veut-il plus d'égalité et pourquoi veut-il que les hommes soient ramenés à l'égalité sans pouvoir en sortir ? Parce que pouvoir sortir de l'égalité c'est être excité à en sortir et se battre furieusement ou travailler furieusement pour pouvoir en sortir en effet. L'humanité lutte trop, travaille trop, s'épuise de travail, pour cette seule cause

que chaque peuple lutte pour la suprématie, et que dans chaque peuple, chaque homme lutte pour plus de bien-être; pour-cette seule raison que peuples et hommes ont horreur de l'égalité. C'est cette lutte qu'il faut arrêter, et c'est cette horreur de l'égalité qu'il faut transformer en amour de l'égalité.

Au fond le socialisme c'est la guerre à la guerre ; au fond le socialisme c'est la lutte contre la lutte pour la vie. Le socialisme dit aux hommes : « Reposez-vous, contentez-vous de peu et que la paix soit avec vous. » C'est là sa pensée intime et le fond même de son âme.

— Mais cette horreur de la lutte pour la vie, c'est l'horreur même du progrès et de la civilisation; car il n'est pas douteux que le progrès et la civilisation n'aient été les résultats de la lutte pour la vie et pour le bien-être. Toutes les inventions viennent précisément de cette lutte-là.

— Et précisément, répond le socialiste, c'est la civilisation qui a tort, c'est la civilisation qui est un leurre, une duperie et une illusion. A cette civilisation l'humanité sacrifie son sang, sacrifie la vie de milliers d'êtres, et elle n'en est pas plus heureuse pour cela. C'est à un état, sinon primitif, car on n'en sait rien, mais c'est à un état en sens inverse de cette fameuse

civilisation, c'est à un état auquel la civilisation depuis des milliers d'années tourne le dos, qu'il faut revenir; entendons à un état où les faux biens, richesses, honneurs, gloire, suprématie, puissances, c'est-à-dire toutes les inégalités, soient complètement et profondément méprisées. Voilà l'essence du socialisme; voilà l'âme philosophique du socialisme.

A le considérer ainsi, il faudrait recommencer l'esquisse que nous avons tracée de son histoire aux premières pages de ce volume. Il faudrait montrer que les premiers socialistes, bien naturellement haïs, maudits et méprisés par Nietzsche, sont les stoïciens et particulièrement les cyniques.

Les stoïciens avaient pour seconde maxime *sustine* et pour première maxime *abstine*. Et c'est-à-dire qu'il ne faut s'efforcer à rien et qu'il ne faut point lutter pour l'hégémonie, pour la primauté, pour la supériorité, et qu'il faut détruire en soi la volonté de puissance qui est la cause même de tous les maux.

Les cyniques, qui ne sont que des stoïciens exaltés, comme les stoïciens ne sont que des socratistes conséquents, tiennent pour certain que les biens sont des maux, que l'homme heureux est celui qui ne satisfait, et strictement, que les besoins élémentaires de la nature et qui s'arrête où le

besoin cesse et où commence le désir. De là leur culte pour Héraclès, dompteur de monstres, les monstres, suivant leur interprétation, étant les vices, les voluptés et tout ce qui empêche l'homme d'être heureux dans la pauvreté, dans la patience et dans le calme (1). De là leur culte de l'Indigence. Ce sont les cyniques grecs qui ont inventé cette « religion de la misère », que Proudhon reprochait si spirituellement et si brillamment aux collectivistes et communistes de son temps. Les cyniques, par une suite toute naturelle de leurs principes, se désintéressaient de la propriété, de la famille et de la patrie. Ils ne possédaient point, sachant très bien que posséder, même très peu, c'est se donner le désir de posséder davantage et que le démon de la propriété est la première volonté de puissance qui soit à détruire. Ils ne se mariaient pas, sachant bien que ce que l'homme ne ferait peut-être pas pour lui, il le fait pour sa femme et ses enfants, pour leur procurer ce qui est, à leurs yeux sinon aux siens, la vie heureuse. Ils se déclaraient cosmopolites, sachant bien que le patriote reporte sur sa patrie sa volonté de puissance, et stoïcien peut-être pour lui-même, est ambitieux pour sa patrie. Ils avaient tous les principes socialistes poussés

(1) Voir l'excellent article sur les *Cyniques* dans Gomperz, *les Penseurs de la Grèce*, tome II.

du premier coup à leur extrême et à leurs conséquences dernières. Ils faisaient la guerre à la civilisation elle-même, la considérant comme la grande illusion, et quand ils prenaient pour maxime « pas d'illusions ! », c'était : « Supprimons la civilisation, la grande trompeuse ! » qu'ils voulaient dire, et ils le disaient explicitement dans tous leurs discours.

Cette pensée de Tolstoï est déjà dans les cyniques, que la bassesse de condition est de soi affranchissement ou du moins rend l'affranchissement plus aisé et que pour le mendiant la libération est plus facile que pour le seigneur et pour le seigneur que pour le tsar.

Les cyniques ont même exposé leurs idées politiques. Diogène, ou le philosophe cynique qui a écrit l'ouvrage, attribué à Diogène, intitulé *la République*, était partisan de l'abolition de toutes les différences de rang et aussi de toutes les différences de nationalités ; et il semble avoir voulu la suppression de la richesse et, soit la suppression, soit l'extrême limitation, de la propriété.

Par tout ce que nous savons d'eux, qui à la vérité ne va pas très loin, le retour à la vie simple est srûement le fond même de la pensée des cyniques, comme du reste des stoïciens ; et des uns aux autres, il n'y a que des différences de tempérament.

Quelques traits de ces doctrines ou plutôt de ces sentiments se retrouvent chez les ordres mendiants du moyen âge, et, d'autre part, je n'ai pas besoin de le dire, chez Rousseau.

Mais le philosophe par excellence de la vie simple et de l'anticivilisation, c'est notre contemporain Tolstoï, successeur direct de Rousseau, Rousseau à la fois plus précis, moins contradictoire et plus attendri. C'est bien à la civilisation tout entière qu'en veut Tolstoï. Tolstoï n'est pas à proprement parler anarchiste; il n'est pas non plus, à proprement parler, cosmopolite, il est *antipolite*; il est ennemi de tout ce que les hommes ont inventé de prodigieusement artificiel, villes, administrations, justice, polices, armées, pour garantir ces biens, artificiels aussi et factices, qui s'appellent les patries et les domaines et les propriétés et les richesses petites ou grandes. Remarquez qu'il est ennemi même du travail, parce que le travail est une forme de cette soif de possession, de cette *auri sacra fames* qui est le vice le plus profond et le plus funeste de l'homme, et l'on n'a pas oublié son imprécation sarcastique contre le labeur, au moins contre le labeur intense et énergique : « On dit que le travail rend bon. Voilà de quoi je ne me suis jamais aperçu. J'ai toujours vu les hommes qui étaient éperdus de travail, ambitieux, envieux,

durs aux autres encore plus qu'à eux-mêmes, et méchants. »

L'idéal de Tolstoï est, non pas, certes, la paresse, et il a assez montré que telle n'était pas son idée, mais le travail d'où la pensée de lutte, de rivalité, d'inégalité et de supériorité à conquérir est absente. Or le travail, moins ce qui excite à travailler, c'est précisément une idée socialiste; et je me garde de dire qu'elle soit mauvaise; car le travail par simple amour du travail ne sera jamais intense et est une joie, tandis que le travail par ambition et désir de supériorité est une joie aussi, mais une joie amère et triste que j'admets que l'on puisse ranger parmi les *mala gaudia mentis*.

Tolstoï se résume bien lui-même quand il écrit : « Nous cherchons notre idéal devant nous, tandis qu'il se trouve en réalité derrière. *Ce n'est pas au développement de l'homme qu'il faut recourir pour réaliser cet idéal d'harmonie que nous portons en nous; car ce développement est plutôt un obstacle à la réalisation de cet idéal.* »

On peut donc considérer le socialisme à travers les âges comme une pensée de justice, puisque ce qu'il recherche c'est l'égalité réelle; mais on peut le considérer aussi comme une grande pensée de charité, puisque ce qui l'anime c'est une grande pitié pour le mal que les hommes se font à eux-

mêmes par la recherche des biens faux. Et, comme je l'ai dit souvent, au risque de me faire incriminer de paradoxe odieux, ce qui, du reste, m'est égal, en tant que dérivant de l'idée de justice il est périlleux et il est condamnable, ou au moins suspect, la plupart des idées rigoureusement déduites de l'idée de justice étant abominablement fausses; mais en tant que dérivant de l'idée de charité il est excellent et il faut le tenir en très grande considération. Chez les cyniques, chez les moines mendiants ou chez Tolstoï, « la religion de la misère » n'est que l'exagération d'un sentiment très juste, qui est que la richesse ne sert à rien du tout et que le désir de la richesse sert à rendre très malheureux.

Je souscris, avec quelques réserves mélancoliques, à ces paroles trop ingénues, mais justes en leur fond, de Gomperz : « La doctrine cynique s'est acquis des droits incontestables à la reconnaissance des peuples occidentaux en introduisant dans le monde de nouvelles mesures de valeur : l'idéal d'une vie sans besoins, simple et naturelle, idéal qui s'est bientôt débarrassé (?) des scories dont il était souillé à l'origine et qui est devenu un bien durable (?) pour le monde civilisé. La soif du plaisir, de la richesse et de la puissance n'est pas pour cela disparue de l'humanité. Mais l'existence

d'un principe opposé, auquel celle-ci est revenue(?) et avec d'autant plus d'ardeur que le besoin s'en faisait sentir davantage, a empêché ces instincts puissants de se fortifier encore et de régner sans conteste parmi les hommes. »

Et je ne suis pas sans goûter ce tableau que fait le vieux philosophe cynique Kratès de Milet de la cité socialiste idéale, tableau que l'on dirait peint aujourd'hui ou hier par quelque poète phalanstérien qui n'ignorerait pas complètement l'ironie :

Péra (1), ainsi s'appelle un pays au milieu de la sombre Illusion,
Pays superbe, fécond, exempt de toute souillure ;

Aucun maroufle écornifleur ne pousse son vaisseau dans le port,
Aucun méchant n'y vient étaler ses séductions vénales ;

Mais il produit des oignons, des aulx, des figues et des
[croûtes de pain.

Jamais les hommes ne se le disputent dans des combats furieux ;

La lutte tumultueuse ne s'y déchaîne pas pour les hommes et
[les richesses.

Oui, le socialisme en son fond, à toutes les époques, est un rêve de vie douce et fraternelle, sans ambitions et sans envie, au sein de la salubre et salutaire pauvreté ; et certainement il serait bon pour eux qu'il y eût quelque chose de ce rêve-là dans le cœur de tous les hommes.

Mais quittons ces régions de l'idéal plus ou moins clair, plus ou moins confus, et plaçons-nous

(1) *Péra* veut dire besace.

une dernière fois en face du socialisme contemporain pour nous demander, d'une part ce qu'il peut en advenir, d'autre part ce que, de lui, raisonnablement, on peut retenir ou l'on peut tirer.

Une révolution sociale est possible. Elle est peu probable en Allemagne, tant elle y est combattue d'avance par le plus fort ennemi du socialisme, le patriotisme ; elle est encore moins probable dans l'Angleterre, si pratique en toutes choses et particulièrement en choses du domaine économique. Elle est très possible en France et en Italie. En France particulièrement, comme le dit assez justement M. J. Bourdeau : « les socialistes plus qu'en aucun pays touchent au pouvoir, et les causes de ce progrès tiennent moins peut-être à leurs propres forces qu'à l'affaiblissement des classes supérieures, à un commencement de décadence de l'ancienne élite. Les révolutions et les réactions successives ont perpétué d'irréremédiables divisions dans les partis bourgeois, qui, rivaux entre eux, voire même ennemis, cherchent parfois l'appui des partis subversifs, afin de réduire à néant leurs adversaires politiques et religieux... »

Autre point de vue : « Un signe qui annonce presque toujours l'affaiblissement d'une classe, c'est l'invasion des sentiments humanitaires, la miévrerie sentimentale qui rendent incapable de

défendre ses positions. Renan remarque que, dans la décadence du monde romain, tout le monde s'améliorait ; on devenait bon, doux, humain, et, comme il arrive toujours, les idées socialistes profitaient de cette largeur d'idées et faisaient leur apparition. Taine fait des observations analogues sur la France de la fin de l'ancien régime... »

Il faut dire aussi qu'en France plus qu'ailleurs une révolution sociale est dans le sens général de l'histoire, dans la direction générale de l'histoire, à beaucoup de points de vue, et ne laisserait pas d'être plutôt une évolution qu'une révolution, ou tout au moins de ressembler fort à une phase d'évolution. J'ai toujours été très frappé de ce raisonnement de Molinari, qui est plus qu'un raisonnement, qui est une vue très juste quoique incomplète. L'Etat en France est devenu « un instrument d'exploitation aux mains de ceux qui le possèdent et quelles que soient ces mains. Jusqu'à présent il est demeuré au pouvoir de la classe moyenne ; c'est elle qui gouverne... Elle s'est servie de l'appareil à légiférer et à taxer pour augmenter les attributions de l'État et multiplier les emplois civils et militaires ; elle a créé des monopoles à son usage et généralisé le protectionnisme à son profit, le tout en vue d'augmenter les jouissances de ses membres et de diminuer leur travail et leur

peine... C'est une opinion enracinée dans cette classe qu'elle est redevable de sa suprématie actuelle à la possession de l'Etat et qu'elle a pu l'employer d'une part à multiplier les emplois dont elle dispose, d'autre part à protéger son industrie, et que c'est à cela qu'elle doit d'être devenue puissante et riche. Mais cette opinion *elle n'est pas seule à l'avoir* [et j'ajouterai : à la professer elle la répand]. Les classes inférieures en sont imbues comme elle, et elles aspirent à s'emparer de l'Etat, parce qu'à leurs yeux comme aux siens la possession de l'Etat c'est la puissance et la richesse. En effet, si la possession et l'exploitation de l'Etat ont fait la fortune des classes supérieures, pourquoi ne feraient-elles pas celle de la multitude ? S'il est au pouvoir de l'Etat de procurer une existence facile et assurée à un nombre croissant de fonctionnaires, pourquoi ne pourrait-il pas, en usant de toute sa puissance, tirer de la misère, du jour au lendemain, la multitude des prolétaires ? Qu'y a-t-il à faire pour cela ? Simplement enlever l'Etat aux classes actuellement dirigeantes pour le remettre aux mains du peuple... A le bien considérer, le socialisme *n'est autre chose qu'une extension du protectionnisme*, mis au service des classes inférieures. Or si l'on songe que cette multitude l'emporte considérablement en nombre sur les classes

actuellement en possession de l'Etat; qu'elle reçoit à grands frais de l'Etat lui-même une demi-instruction qui a principalement pour objet de la pénétrer de la puissance et des mérites de l'Etat; que ses meneurs disposent de moyens d'action moraux et physiques dont leurs devanciers étaient privés; on se convaincra que la révolution sociale et l'avènement de l'Etat ouvrier n'est plus qu'une affaire de temps... »

Il ne faut pas trop objecter (quoique j'aie fait l'objection moi-même en disant que la vue de Molinari est incomplète) que Molinari ne songe qu'aux ouvriers et non aux paysans et que grâce à nos paysans propriétaires la révolution sociale est impossible. D'abord il s'en faut de quelque chose que tous les paysans soient propriétaires, et il y a un prolétariat agricole qui nourrit les mêmes idées et les mêmes espérances que le prolétariat ouvrier. J'en ai eu des témoignages très précis. Il y a un très bon raisonnement de Marx que, sans avoir lu Marx, très probablement, bien des paysans font inconsciemment. Ce raisonnement, comme vous savez, est celui-ci : « L'argent devient capital; le capital devient source de plus-value et la plus-value, source d'un nouveau capital. Mais l'accumulation capitaliste suppose la présence de la plus-value, et celle-ci suppose le mode d'accumulation

capitaliste, qui, à son tour, dépend de l'accumulation déjà opérée, entre les mains de producteurs marchands, de capitaux assez considérables. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux dont on ne saurait sortir sans admettre une *accumulation primitive*, servant de point de départ à la production capitaliste au lieu de venir d'elle. *Quelle est l'origine de cette accumulation primitive ?* D'après l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'ont toujours emporté. Dans les manuels de l'économie politique, c'est l'idylle qui a de tout temps fleuri : il n'y aurait jamais eu d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce que l'on voudra, excepté matière à idylle. *L'escamotage des biens des églises et des hôpitaux [et des corporations ouvrières], l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation terroriste de la propriété féodale en propriété moderne privée, telles sont les sources idylliques de l'accumulation primitive.* » — Le paysan n'ignore pas tout à fait cela ; il se rappelle cette histoire qui n'est pas primitive et qui ne date pas encore de cent vingt ans, et celui des paysans qui n'est pas nanti, accepte très bien l'idée d'une

nouvelle *appropriation*, prolongement et continuation de celle qui s'est faite au cours de cette Révolution française que tous les manuels d'histoire de France lui ont appris à vénérer et à chérir.

Remarquez même que, quelque antagonisme qui puisse et qui doive exister entre le paysan propriétaire et le paysan salarié, ils seraient unis tous deux, au moins pour un temps, temps qui pourrait suffire à la réalisation d'une révolution agraire, par une haine commune, par une haine qu'ils ressentent à peu près autant l'un que l'autre, par la haine à l'égard du bourgeois, à l'égard de l'homme de la ville propriétaire à la campagne. Il y a beaucoup de vrai, à travers des choses hasardées, dans cette page de Proudhon (1) : « Comme autrefois l'âme du paysan est dans l'idée allodiale. Il hait d'instinct l'homme du bourg, l'homme des corporations, maîtrises et jurandes, comme il haïssait le seigneur, l'homme aux droits féodaux ; et sa grande préoccupation est, suivant une vieille expression du vieux droit qu'il n'a pas oublié, *d'expulser le forain* [l'homme du dehors]. Il veut régner sur la terre [oui !], puis, au moyen de cette domination, se rendre maître des villes et

(1) Capacité politique des classes ouvrières (1865).

leur dicter sa loi [non !]. Cette idée de la prédominance de l'agriculture sur l'industrie est la même qui fonda la suprématie de l'ancienne Rome et décida la victoire de ce peuple laboureur sur toutes les puissances industrielles et commerçantes de l'ancien monde ; qui, plus tard, soutint la féodalité elle-même ; idée qu'adoptèrent au XVIII^e siècle les physiocrates et qui n'est certes pas encore épuisée [?] De là une lutte sourde qui déjà se laisse apercevoir dans quelques régions et qu'un de mes amis de province me dénonçait naguère en ces termes : « Nous marchons à un antagonisme violent entre les villes et les campagnes. Les paysans sont devenus riches ; la plupart des habitants des villes assez besoigneux ; les premiers, attirés par l'appât des bénéfices mercantiles, envahissent peu à peu les villes et s'y rendent les maîtres, pendant que les seconds restent écrasés entre cette nouvelle concurrence et la haute bourgeoisie dont le quartier général est à Paris. » Ainsi une même pensée dirige la plèbe des campagnes et celle des villes. Dans les villes la classe travailleuse tend à supplanter la classe bourgeoise par la hausse des salaires, l'association, les coalitions, les mutualités, les sociétés coopératives, etc. ; — dans les campagnes par la hausse de la main-d'œuvre et gages des domestiques, par la surenchère du sol, par la réduction des fermages,

par la petite propriété et la petite culture... Le paysan a horreur du fermage et du métayage comme l'ouvrier du salariat. Il sera infiniment plus aisé, en l'aidant à devenir propriétaire, de tirer de lui un fort impôt, part légitime de la société dans la rente foncière, que de le faire consentir à partager éternellement avec un propriétaire éloigné le croit de la terre et des animaux obtenu par ses soins et un rude labeur... La pensée qui a produit les élections dernières tant dans les villes que dans les campagnes est au fond la même : c'est l'abolition du salariat ; c'est l'expulsion des forains... »

Il ne serait donc pas impossible que salariés des champs, métayers, fermiers, et même paysans propriétaires, entraînés par une haine commune, celle de l'urbain propriétaire à la campagne, celle du châtelain, celle du seigneur, de quelque nom qu'il s'appelle, lequel est considéré *par eux tous* comme un usurpateur ou tout au moins comme un intrus, acceptassent l'idée d'une révolution sociale agraire. Non, sans que cela soit très probable, ce n'est pas du tout une chose impossible.

De plus les socialistes ont leur gâteau de miel tout prêt pour le paysan, même propriétaire, pour le petit propriétaire campagnard. Ecoutez M. Deville. Révolution ouvrière d'abord, et puis « à peine au pouvoir, le prolétariat annoncera aux

paysans l'annulation de toutes leurs dettes non hypothécaires, la suppression de l'impôt foncier en particulier, la faculté de paiement en nature pour toutes leurs redevances, (!) la confiscation au profit de la collectivité des dettes hypothécaires réduites à 50 0/0, ainsi que la mise gratuite à leur disposition d'engrais, semences et machines agricoles. Le paysan, propriétaire individuel de la terre qu'il cultive lui-même, trouvera de la sorte son bénéfice dans le nouveau régime, jusqu'au jour où soit la nécessité résultant de la concurrence des grandes propriétés actuelles socialisées, soit les avantages réels qu'il verra découler de l'exploitation sociale du sol, l'amèneront à renoncer à la propriété exclusive de son morceau de terre. Il ne s'agit donc à son sujet *ni de violence ni de persuasion* ; mais on verra si le paysan ne comprend pas le langage employé et si son égoïsme satisfait dans la large mesure que je viens d'indiquer, n'assiste pas impassible à l'expropriation des grands propriétaires et même à quelque chose de plus [euphémisme] pour le cas où ceux-ci auraient la maladroite inspiration de faire les récalcitrants (1). »

Voilà la loi agraire du socialisme. Elle consiste

(1) *Aperçu sur le socialisme scientifique*, en tête de sa traduction du *Capital*, de Marx.

à désarmer pour un temps et même à satisfaire par de très beaux cadeaux le propriétaire campagnard et à endormir ses défiances ; puis à le forcer plus tard en lui faisant concurrence par la propriété socialisée à renoncer à la propriété individuelle. Cela sera jugé plus perfide qu'habile ; mais cela peut très bien réussir pour un temps, et il suffit que cela réussisse un moment.

La Révolution sociale est donc, je ne dirai pas très probable, comme disait Molinari ; mais elle est possible. Sous quelle forme s'opérerait-elle ? Sous forme collectiviste, j'ai cru démontrer que c'était l'impossibilité même (1). Mais sous forme appropriationniste, c'est-à-dire par expropriation d'abord et appropriation ensuite, mine aux mineurs, terre aux paysans, elle est assez pratique, comme je l'ai dit aussi. Il suffirait, soit d'une décision législative, comme en 1790, soit d'une révolution, c'est-à-dire d'un coup d'État populaire, pour que les possesseurs actuels fussent dépossédés et

(1) Je ne parle même pas de la solution anarchique. Les anarchistes qui réfléchissent, tout en étant très convaincus de la possibilité et de l'excellence de la solution anarchique, la renvoient à un temps indéterminé. M. Hamon, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles, dans son livre *Socialisme et Anarchie*, s'attache à prouver : 1° que l'anarchisme est une forme très rationnelle et régulière du socialisme ; 2° que la marche régulière aussi et normale des choses est celle-ci : d'abord collectivisme, ensuite communisme, enfin anarchie.

la propriété, tant agricole qu'industrielle, dévolue aux « travailleurs », aux « producteurs ». La bourgeoisie possédante n'aurait pas une réclamation légitime à faire et sans aucun doute ne protesterait aucunement, puisqu'on ne ferait que pratiquer sur elle l'opération qu'elle a pratiquée sur d'autres au temps de sa Révolution ; qu'elle a pratiquée tout récemment encore sur les congrégations possédantes et sur le clergé séculier et qui a pris couleur d'acte périodique, régulier et normal. *Patere legem quam fecisti*. Non seulement la bourgeoisie aurait l'esprit de reconnaître de bonne grâce que rien n'est plus juste ; mais encore elle prendrait sans doute plaisir, comme tout bon éducateur, à voir ses leçons mises en pratique par ses disciples. Je doute peu que teis ne fussent ses sentiments.

Si cependant elle tentait de résister, avec quoi résisterait-elle ?

Avec ses forces propres ? Elle en a peu l'habitude ; les gardes bourgeoises, armées et militantes, des anciennes républiques italiennes ou flamandes, sont bien loin ; et, du reste, elle est bien faible en nombre et, comme le faisait remarquer M. Molinari, bien divisée.

Avec ses bons paysans ? On a vu que le socialisme a de quoi les séduire pour un temps, avant de les décevoir.

Avec son armée ? Il n'est pas probable qu'une armée obéissant à ses chefs existe dans dix ans. Dans le cas, très possible, d'une révolution sociale faite par voie législative, ce qui suppose les socialistes en majorité dans le Parlement, ceux-ci auraient bien pris leurs mesures en sorte que l'armée fût assez désorganisée pour n'être plus une force disciplinée obéissant à des chefs bourgeois. — Dans le cas, plus probable, d'un coup d'État prolétarien, la propagande antimilitariste aurait sans doute fait assez de progrès dans l'armée pour que le soldat ne marchât point contre ses frères du peuple au profit des exploiters bourgeois.

Je crois donc assez peu probable, certainement, à cause du paysan, difficile, tout compte fait, à séduire ; mais je crois très possible une révolution sociale se produisant dans quelques années, procédant par expropriation et immédiate appropriation nouvelle, dépossédant la bourgeoisie qui n'aurait pas le mauvais goût de désapprouver ce qu'elle a enseigné à faire ou qui du reste ne pourrait pas s'y opposer avec succès ; et créant une nouvelle classe possédante, celle-là si nombreuse qu'elle n'aurait personne derrière elle ou au-dessous d'elle pour la déposséder à son tour.

Il y aurait là certainement un gage de stabilité. Le tort de ceux qui ont fait la révolution sociale de

la fin du XVIII^e siècle, du reste sans savoir qu'ils en faisaient une, a été, étant données 100 personnes, dont dix possédantes, d'en déposséder dix pour en pourvoir trente. C'était donner un exemple et c'était mettre dix dépossédés et soixante non pourvus, total soixante-dix, en face des trente favorisés.

La révolution qui laisserait, au contraire, quatre-vingts possesseurs en face de vingt dépossédés serait acquise pour longtemps ; elle le serait jusqu'à ce que les paresseux, les imprévoyants, en un mot les faibles, étant retombés dans le prolétariat, et les forts étant devenus seuls possédants et en minorité comme nombre, les choses seraient à recommencer. Mais, en attendant, cette révolution appropriationniste aurait créé un état de stabilité temporaire.

Il est vrai qu'une révolution si profonde, désorganisant, pendant qu'elle se ferait et pour se faire, la nation tout entière jusqu'en tous ses fondements, la nation pourrait être conquise par n'importe qui avant que la révolution eût produit aucun de ses résultats et avant même qu'elle eût été accomplie. Mais c'est un risque que courra toute nation qui fera une révolution sociale radicale avant que les autres nations aient fait la leur.

Et maintenant, si l'on n'est point partisan d'une

révolution appropriationiste, seule possible ; si d'autre part, soit pour être plus sûr encore qu'on ne l'est de l'éviter, soit parce qu'on est frappé de ce que le socialisme contient de juste, de bon et de sain, on veut chercher des remèdes à la cruauté sociale ; si par conséquent on se tourne du côté de ce que j'ai appelé les pseudo-socialismes, pour en extraire ce qu'ils ont de pratique et pour découvrir ainsi, non une panacée, mais des remèdes ou des palliatifs ; — voici, je crois, ce qui est à adopter et à soutenir.

Intervention de l'Etat. Je suis peu partisan, comme on peut croire, de l'intervention de l'Etat dans les questions ouvrières ; mais je ne suis nullement hostile à une certaine mesure d'intervention de l'Etat dans ces questions. L'Etat, pour moi, ne doit avoir pour mission que la défense nationale et l'ordre public ; mais, *précisément pour cela*, l'hygiène publique rentre dans ses attributions et, en dehors de cela, la charité publique peut s'exercer par son intermédiaire. Tant que l'Etat, sous prétexte de prétendue souveraineté, n'empiète sur aucune liberté, il reste dans son rôle : là est sa limite. Donc l'Etat peut intervenir, avec prudence, pour assurer l'hygiène publique, et il le doit ; il peut intervenir, sans que ce lui soit une obligation, comme agent de charité, tant qu'il n'empiète sur aucune liberté et ne lèse aucun droit.

Donc l'Etat peut et doit vouloir que le système concurrentiel ne tarisse pas la vie nationale, ne tarisse pas la nation dans ses sources mêmes, c'est-à-dire dans la femme et dans les enfants. L'Etat doit interdire le travail des enfants dans les manufactures et limiter le nombre des heures de travail des femmes dans les manufactures. Ici il y a intérêt national proprement dit et « patrie en danger ».

De même il peut limiter le nombre d'heures de travail des hommes aussi, dans la mesure qui lui sera indiquée par les médecins et les hygiénistes.

Mais il faut bien faire attention à ceci que de pareilles mesures dépendent, non seulement de l'avis des médecins et hygiénistes, mais aussi, mais tout autant, de ce qui se fait à l'étranger. La concurrence étant internationale, les mesures contre les abus de la concurrence doivent l'être aussi. Quand l'Etat dit aux employeurs de tel pays : « Vous ne ferez travailler que tant d'heures », comme c'est exactement comme s'il disait : « Vous paierez vos ouvriers tant », le patron peut répondre : « Si je fais travailler mes ouvriers huit heures pendant que le patron allemand les fait travailler dix, et si je les paye huit francs pendant que le patron allemand les paye six, je suis dépassé, je suis ruiné et mes ouvriers aussi et vous aussi. Vous

sauvez la vie nationale d'une façon, mais vous la tarissez d'une autre. »

Il faut donc par des ententes, par des examens en commun suivis de traités internationaux, sauver la vie des ouvriers sans la compromettre sous prétexte de la sauver. Il faut procéder par mesures internationales. Comme j'ai dit qu'il ne faut rien faire, même en politique proprement dite, sans voir ce que la situation générale du continent nous permet de faire et que, par conséquent, *toute la politique est de la politique étrangère*, de même et à plus forte raison je dis que toute police économique doit être de la police internationale, ou plutôt c'est la nécessité même qui le dit et qui l'impose.

Je reconnais du reste qu'avec prudence on peut devancer l'étranger et ne pas l'attendre indéfiniment, parce que, s'il est vrai qu'en le devançant on risque une infériorité momentanée, il est vrai aussi qu'en devançant, on force l'étranger à suivre. En prenant une mesure favorable à la santé de la classe ouvrière, on suscite à l'étranger une revendication de la classe ouvrière devant laquelle l'Etat étranger devra céder. J'ai cité jadis (1) l'initiative de l'Angleterre interdisant le travail de

(1) *Questions politiques.*

nuit des femmes dans les manufactures. En prenant cette initiative l'Angleterre courait un risque. Mais son exemple a été suivi et il ne se pouvait pas qu'il ne le fût point.

Voilà dans quelle mesure l'Etat peut intervenir entre les employeurs et les employés.

Il peut encore intervenir prudemment dans les questions économiques en réservant certaines faveurs, en ouvrant certains crédits aux associations ouvrières *dans leurs commencements*. Les protéger quand elles sont prospères serait évidemment de très mauvaise économie politique, puisque cela pourrait ruiner des entreprises patronales, ce qui d'abord ne serait pas juste et ensuite serait tarir une source de la fortune publique sous prétexte d'en alimenter une autre ; et découvrir saint Pierre pour couvrir saint Paul n'a rien qui vaille. Mais protéger une association ouvrière en ses commencements n'est pas autre chose que lui permettre de naître ; et qu'elle naisse, c'est une mesure de simple utilité publique, je dis d'utilité matérielle et d'utilité morale.

M. Deville qui naturellement, comme tout collectiviste, est opposé à tout procédé socialiste qui n'est pas le collectivisme, M. Deville qui sait tout aussi bien que moi que tout ce qui n'est pas le collectivisme va contre lui, reconnaît que « le crédit

« aux associations ouvrières aurait pour effet de « faire à la bourgeoisie une guerre heureuse et « tendrait à abaisser ses bénéfices » ; mais, précisément à cause de cela, il conclut que « comme c'est la bourgeoisie qui tient l'Etat, elle s'empressera (quoi qu'en disent quelques habiles qui aspirent à se faire une popularité en réclamant avec fracas ce qu'ils savent ne pouvoir pas obtenir) de ne pas fournir au prolétariat la possibilité de la ruiner dans un temps plus ou moins long ».

D'abord ce n'est pas la bourgeoisie qui tient l'Etat, et ce raisonnement a l'air de porter la date de 1845 ; ensuite il ne s'agirait que d'aider les associations ouvrières, comme du reste les syndicats agricoles, à prendre leurs premières forces, sans les suivre dans leur prospérité si elle se produit, puisqu'alors ce ne serait que protéger un capitalisme contre un autre, ce à quoi la société n'a aucun intérêt ; mais elle en a un à protéger une de ses forces naissantes, à aider à la formation d'un groupement qui peut être fécond, à aider à la formation d'un capitalisme collectif, à la formation d'une propriété collective, qui sera du reste et nous le reconnaissons et nous n'avons pas à nous en plaindre, tout aussi opposée que les autres au collectivisme.

J'irai même, en fait d'intervention de l'Etat, jusqu'à l'atelier national, malgré sa mauvaise répu-

tation, mais jusqu'à l'atelier national intelligemment compris. Il ne s'agirait pas de créer du travail pour les ouvriers, sous prétexte qu'ils y ont un droit. Il s'agirait d'accepter autant d'engagements ouvriers qu'on aurait de travail à fournir pour les grands travaux d'utilité publique. Ces ouvriers, comme ceux de nos arsenaux et de nos manufactures d'armes, seraient des fonctionnaires ; ils seraient sévèrement disciplinés ; ils recevraient en sécurité ce qu'on leur prendrait en liberté ; ils n'auraient pas la chance, comme ceux qui resteraient dans la mêlée concurrentielle, de devenir patrons, ou, dans une société coopérative, copatrons ; mais ils seraient sûrs, une fois engagés, d'avoir toujours du travail. Je ne les traiterai pas avec le dédain dont M. Biétry accable les ouvriers d'Etat, et je ne parlerai ni de « servitude », ni « d'avachissement ». Je dirai seulement qu'il est très bon qu'une société plie ses institutions aux différents caractères et qu'il est bon que pour ceux qui préfèrent la sécurité à la liberté il y ait places ouvertes, où celle-là remplace celle-ci. Aux entrepreneurs la mêlée concurrentielle ; aux timides les places de sûreté dans la mesure où l'Etat peut les établir. Si l'on me dit : « Vous encouragez la timidité », je réponds : « Je la préfère encore à l'abandonnement ». L'institution des ouvriers d'Etat est

précisément pour ceux des ouvriers qui sont de tel caractère qu'ils rêvent des délices du collectivisme.

Je reconnais du reste qu'un Etat doit, si l'on me passe l'expression, se tâter le pouls avant d'entrer dans cette voie. Un Etat fort peut y entrer sans crainte, sûr de l'exacte discipline qu'il fera régner dans ses troupes de travailleurs d'Etat. Un Etat faible et qui vivrait toujours dans la crainte de s'aliéner cent électeurs, serait débordé par ses travailleurs d'Etat et recevrait d'eux des ordres au lieu de leur en donner. Je conseillerais fort à tout Etat de priver les ouvriers d'Etat du droit de suffrage, comme les soldats ; je le conseillerais particulièrement à un Etat faible ; et à un Etat très faible je conseillerais peut-être de n'avoir pas du tout d'ouvriers d'Etat. Mais encore c'est une institution qui n'est pas pour être mauvaise partout et que l'on peut essayer, selon les pays, dans une mesure plus large ou plus restreinte.

Voilà pour moi les diverses interventions de l'Etat qui sont possibles, qui sont pratiques et qui ne dépassent point son rôle, puisqu'elles n'empiètent sur aucune liberté et n'ont aucun caractère de despotisme.

Participation des ouvriers aux bénéfices des

entreprises. La participation des ouvriers aux bénéfices des patrons est, comme on sait, la grande épée de chevet des Biétristes. Il ne faut ni s'en exagérer les vertus, comme il n'est pas impossible qu'ils le fassent, ni la considérer comme une simple illusion et un leurre.

Il est bien vrai : 1° que dans bien des industries il n'y a pas de bénéfices distribuables ; j'entends qu'il y a des bénéfices encore très régalants pour le patron qui, distribués aux ouvriers, seraient quasi nuis. Un patron gagne cinquante mille francs par an, et cela fait crier les ouvriers, du haut de leur tête. Mais il a mille ouvriers. S'il faisait participer ses ouvriers à ses bénéfices soit par augmentation de salaire, soit par distribution de dividendes annuels, il leur donnerait 10 centimes de plus par jour ou quarante francs de dividende à la fin de l'année, et du reste n'aurait plus de quoi nourrir sa famille.

2° Il est vrai encore que la distribution de dividendes n'est que la restitution, faite aux ouvriers, de ce qu'on a soustrait du salaire qu'on pouvait leur donner, et que par conséquent il était plus court et plus simple de leur donner en salaire ce qu'on leur donne après coup en dividende. Vos bénéfices sont tels que vous pouvez donner un salaire de six francs au maximum. Comme vous

voulez donner des dividendes pour vous faire de la popularité, je sais bien comment vous procédez. Vous ne donnez que cinq francs de salaire et vous donnez à la fin de l'année un magnifique dividende de 310 francs. Ne dites pas que vous ne faites pas ainsi : je vous défie de faire autrement. Les 310 francs que vous donnez aujourd'hui sont la preuve même que vous pouviez donner vingt sous de plus par jour, et puisque vous ne les avez pas donnés, c'est que vous les avez rognés sur le salaire que vous pouviez fournir. Je vous demande un peu où, sans cela, vous les auriez pris.

La distribution des dividendes n'est donc qu'une restitution faite à l'ouvrier d'une partie de son salaire légitime qu'on avait retenue. C'est une simple opération de trésorerie qui d'une part est une hypocrisie de générosité, d'autre part permet au patron de faire travailler pendant un an l'argent qu'il ne donne aux ouvriers qu'à la fin de l'année au lieu de le leur donner tous les jours, de sorte que c'est à lui et non à l'ouvrier que l'opération donne bénéfice.

Dans sa critique de la participation aux bénéfices, M. Deville va plus loin que moi. Il croit que la participation aux bénéfices poussant à la surproduction par l'ardeur au travail qu'elle donne aux ouvriers, précipite la venue des chômages et

des crises périodiques. Je crois qu'il a tort. La participation aux bénéfices pousse à la surproduction, il est vrai ; mais elle ne la fait pas. Le patron reste maître de sa quantité de production et ne produit que ce qu'il faut, s'il est prudent. Le danger de surproduction n'est à craindre que dans la mesure de l'imprudence du patron, et non dans celle de l'ardeur au travail des ouvriers.

M. Deville ajoute que « la sphère où est applicable la participation aux bénéfices est étroite, parce que là où les mouvements de l'ouvrier doivent forcément s'adapter aux mouvements ininterrompus de la machine, où l'emploi de la matière première peut être strictement calculé, où la surveillance est facile, la participation, étant inutile au patron, elle ne sera pas appliquée. » Je ferai d'abord remarquer que c'est la sphère où la participation aux bénéfices est inutile au patron qui est étroite ; puisqu'elles ne doivent pas être très nombreuses les industries où l'emploi de la matière première peut être strictement calculée et où la surveillance est facile ; et dans tous les cas il est toujours d'un grand intérêt pour le patron qu'à tous les moyens d'assurer une bonne gestion s'ajoute ceci que les ouvriers soient intéressés eux-mêmes à ce qu'elle soit bonne.

Je ferai remarquer ensuite que M. Deville rai-

sonne strictement comme suit : Les patrons n'ayant pas intérêt à établir la participation aux bénéfices, ils ne l'établiront pas, donc elle ne sera pas établie. C'est mal raisonné. Même si les patrons n'avaient pas intérêt à la participation aux bénéfices et ne l'établissaient pas, il ne s'ensuivrait pas qu'elle ne fût pas établie ; car les ouvriers pourraient l'exiger, et c'est précisément ce qu'ils sont en train de faire. M. Deville raisonne toujours en partant de son idée maitresse qui est que les patrons sont « les maitres de l'Etat », pour en arriver à son idée finale qu'il n'y a qu'une révolution violente qui puisse changer les choses. Cette méthode l'amène à des raisonnements inexacts.

Les objections de M. Deville étant écartées, je reste en face des miennes qui se résument en ceci : la participation des bénéfices *ne peut consister* qu'à retenir une partie du salaire légitime des ouvriers pour la leur rendre, en retard, sous dénomination fastueuse de dividende ; et donc elle est une froide plaisanterie.

En son fond cette objection est la vérité même ; mais cela n'empêche point que la participation aux bénéfices ne soit, moralement au moins, et même matériellement, une chose excellente. Ce n'est qu'un procédé ; oui, ce n'est qu'un procédé ; mais

il y a de bons procédés. La participation aux bénéfices donne à l'ouvrier l'idée continuelle qu'il travaille pour lui-même et qu'il touchera d'autant plus qu'il travaillera davantage et surtout qu'il travaillera plus soigneusement : la participation aux bénéfices est la mort du « sabotage » et du « coulage ». Elle attache l'ouvrier à l'entreprise, diminue les tendances à la grève, diminue même, comme M. Deville le fait remarquer, les frais généraux en intéressant l'ouvrier à ne pas gaspiller les matières premières. Voilà les avantages moraux et même déjà matériels, qui sont incontestables, de ce procédé.

Quant aux avantages matériels proprement dits, ils sont ou ils peuvent être ceux-ci. Il est d'un immense intérêt pour l'ouvrier, pour le petit employé, d'être payé suffisamment pour ses besoins journaliers, et, à un moment donné, de trouver une petite somme ronde, soit pour l'épargne, soit pour pourvoir à une dépense qui n'est pas journalière, qui est périodique. Exemple : la question du loyer. « C'est le loyer qui tue », disent les familles ouvrières. Le loyer tue, parce qu'au lieu d'être payé jour à jour et presque heure par heure comme le « marché », il s'accumule, il se capitalise et se présente au bout de trois mois sous forme de forte somme à payer. Si l'argent dû s'accumule ainsi, il

faudrait que l'épargne s'accumulât dans une mesure égale. Que de fois, songeant à cela, j'ai pensé à une société des loyers, qui percevrait jour à jour par petites sommes chez l'ouvrier et qui, le trimestre achevé, paierait son loyer avec l'argent ainsi reçu goutte à goutte ! L'ouvrier paierait ainsi son loyer très exactement ; mais « il ne s'en apercevrait pas ». C'est la grande affaire. Bien entendu, je crois cette combinaison impossible, précisément parce qu'il faudrait percevoir jour à jour, ou presque, et que cela exigerait un nombre colossal d'employés, ce qui grèverait la société, et par conséquent l'ouvrier, outre mesure. Encore, ce serait à voir. Mais je n'ai pris ceci que comme exemple hypothétique à l'appui de mon raisonnement. Le raisonnement est celui-ci : l'ouvrier a besoin qu'on épargne pour lui en prévision des grosses dépenses périodiques. Cette épargne, la participation aux bénéfices la fait ; elle n'est qu'une manière de retenir pour donner plus tard ; mais précisément retenir pour donner plus tard est un utile procédé d'épargne.

Ai-je besoin de dire que cette participation aux bénéfices ne devrait pas être obligatoire, et que ni les patrons ne devraient exiger que tous les ouvriers se soumissent à ce régime, ni les ouvriers ne devraient exiger que tous leurs camarades s'y

soumissent ? Un ouvrier a le droit de dire : « Je sais ce que c'est. Je la connais. Votre dividende n'est qu'une restitution tardive. Je ne veux pas de restitution. Je sais faire mon épargne moi-même, et vous n'avez pas le droit de me dire que je ne sais pas la faire. Je n'ai pas besoin de protectorat ni de tutelle. Je ne veux pas de restitution. Je veux un sursalaire équivalant à ce que me rapporterait le dividende. » A celui-ci je crois qu'on devrait répondre : « Comme vous voudrez ! Vous aurez le sursalaire équivalent ; ce qui revient à dire que vous toucherez votre dividende tous les jours. »

Oui, la participation aux bénéfices doit être libre ; mais, librement acceptée, elle a les avantages que j'ai dits.

Elle en a un bien plus grand. Ne voyez-vous pas que des ouvriers elle fait des associés, des copatrons, et qu'en faisant, des ouvriers, des associés et des copatrons elle met forcément le grand jour dans l'entreprise industrielle, au grand bénéfice des ouvriers ? L'ouvrier participant aux bénéfices a le droit par cela même de connaître les bénéfices. Il a le droit de dire aux patrons, aux actionnaires : « Qu'est-ce que vous gagnez ? Je dois le savoir, puisque je suis copartageant ! Qu'est-ce que vous gagnez ? J'ai le droit de le savoir, puisqu'en vous disant : « Qu'est-ce que vous gagnez ? » je

vous demande simplement : « Qu'est-ce que *nous* gagnons ? » Donc qu'est-ce que vous gagnez ? Qu'est-ce que *nous* gagnons ? » — En un mot, la participation aux bénéfices donne à l'ouvrier le droit de tenir le langage d'un actionnaire. Ce n'est rien, cela ? C'est beaucoup. Grâce à cela, plus de bénéfices scandaleux possibles, ce qui est le grand point. Grâce à cela disparaît, à l'inverse, la croyance fautive aux bénéfices scandaleux. Dans certaines industries, les patrons, les actionnaires, gagnent trop. Ils ne pourront plus trop gagner quand les ouvriers verront les livres. Dans certaines autres, les actionnaires ne gagnent rien du tout et les ouvriers croient que les actionnaires gagnent énormément ; cette illusion, très funeste et génératrice de défiances, de haines et de ressentiments disparaîtra. La participation aux bénéfices c'est le grand jour, et le grand jour doit faire disparaître des abus d'une part, d'autre part des illusions. Et je ne sais si ce sont les abus qui sont plus désastreux que les illusions, ou si ce sont les illusions qui sont plus désastreuses que les abus.

Je sais bien que ce « grand jour », les ouvriers peuvent l'obtenir tout aussi bien en discutant les salaires qu'en discutant les dividendes. Encore une fois, tout au fond, salaires et dividendes c'est la même chose. Mais encore c'est la même chose

d'une autre façon. L'ouvrier investi du titre de copartageant se sent plus fort, se sent plus en droit de réclamer la lumière que quand il est simple salarié. La participation aux bénéfices est la *conscience continue* chez moi, ouvrier, que la chose que je fais est chose mienne ; la discussion âpre, à un moment donné, sur une question de salaires est une *crise*. Le fond des choses est le même, mais la différence morale et ce qu'elle entraîne de différences même matérielles sont énormes. La participation aux bénéfices est l'organisation régulière et pacifique de la discussion sur les salaires et, par conséquence, est la suppression même de la discussion sur les salaires. En réalité profonde, il y a harmonie et non pas antagonisme entre le capital et le travail ; dans la pratique actuelle, à cause des dissimulations et du jeu de cache-cache auquel se livre le capital, il y a antagonisme ; la participation aux bénéfices et le grand jour qu'elle entraîne ramènent l'antagonisme à l'harmonie.

Enfin le grand remède de la question sociale c'est l'associationisme. Je ne dirai pas, comme Reybaud vers 1845 : « L'association peut tout faire » ; mais ce qu'il y a de certain c'est qu'elle peut réaliser la plupart au moins des rêves les plus hardis du socialisme, sans tomber dans aucun des

inconvéniens que les divers systèmes socialistes présentent. L'association peut tout simplement supprimer le commerce ou plutôt les commerçants, les intermédiaires entre le producteur et le consommateur ; elle peut supprimer la féodalité industrielle ; elle peut faire produire à la petite propriété tous les bons effets de la grande et tous les bons effets que les collectivistes espèrent de la propriété collective ; et cela c'est presque tout le programme socialiste réalisé sans socialisme.

Association pour consommer, société coopérative de consommation, l'association met en rapports directs le consommateur et le producteur, c'est-à-dire maintient à la denrée sa valeur vraie, non majorée de tout ce qu'il faut, sous le régime actuel, que cinq ou six intermédiaires gagnent sur elle pour se nourrir et faire fortune. Sans doute il faut à une société coopérative de consommation des employés chargés du soin de faire venir la denrée depuis le producteur jusqu'au consommateur, et ces employés, me direz-vous, tiennent lieu de ces commerçants supprimés, et les choses reviennent au même. Point du tout ; car d'une part ces employés ne feront pas fortune et seront simplement payés honorablement, et d'autre part il n'y aura pas besoin qu'ils soient aussi nombreux que le sont les commerçants sous le régime actuel.

Supposez qu'en une année tout un pays se soit réparti en sociétés coopératives de consommation, ce sont les anciens commerçants qui sont devenus employés des sociétés coopératives, mais évidemment ils gagneront moins et ils n'auront pas pu se placer tous. Le plus grand nombre aura dû se résigner à se transformer en producteurs, ce qui vaudra mieux pour la communauté et pour eux-mêmes.

Association pour produire, l'association remplace le capital individuel par le capital collectif ou le capital collectif d'actionnaires par le capital collectif d'ouvriers. Elle réalise le mot excellent, qu'il soit de celui-ci ou de celui-là : « Il faut que le travail possède et que le capital travaille. » Or cela est sain : le capital qui travaille, c'est-à-dire l'ouvrier à la fois capitaliste et travailleur, sentant qu'il fait travailler son capital en même temps que sa main, a une ardeur à la besogne, une verve allègre, que ne saurait avoir le simple salarié. Il est à la fois celui qui fournit le levain et qui pétrit la pâte ; par toutes les facultés de sa personne, par tout son être il est attaché et il s'attache à l'œuvre qu'il fait. Il y met son orgueil de propriétaire comme son amour-propre d'artiste. Il est tout entier incorporé à son labeur, et son labeur est comme consubstantiel à lui. Et

sans doute l'association productrice peut avoir besoin du capital capitaliste et accepter son concours, mais dans ce cas l'ouvrier n'est pas dépendant du capital ; c'est le capital qui est subordonné à lui ; tout au moins ils traitent l'un et l'autre d'égal à égal et le capital capitaliste qui est « du travail cristallisé » n'est que l'associé presque en sous-ordre du travail vivant. Ce sont les conditions les meilleures du monde, les plus saines, pour ainsi parler, pour que le travail soit bien fait, étant fait dans la liberté, dans la dignité et dans la joie.

Association productive agricole, syndicat agricole, l'association reconstitue la grande propriété sans les inconvénients de la grande propriété ; car elle laisse subsister la petite propriété et lui donne tous les avantages de la grande. La petite propriété cultive mal ; manque de capitaux suffisants ; elle cultive sans considérations d'ensemble, sans connaissance des besoins généraux de la consommation ; elle achète ce qu'il lui faut très cher, parce qu'elle l'achète par petites quantités, exactement comme la petite ménagère qui s'approvisionne au jour le jour chez l'épicier du coin. Tout cela disparaît si les propriétaires agricoles s'associent et se syndiquent. Ils groupent les capitaux, ils achètent par grandes masses et directement aux

producteurs, etc'est exactement comme s'ils avaient chacun deux fois plus d'argent qu'ils n'en ont. Ils sont informés des besoins réels de la consommation et ils ne cultivent plus à l'aveuglette ; ils produisent ce qu'il faut produire et évitent ainsi la mévente. Et cependant ils restent attachés à leur morceau de terre comme devant. Ils le sentent à eux ; ils y sont enracinés comme précédemment. Tous les avantages que leur promettent les partisans de la propriété collective ils les ont, et l'immense avantage qu'il y a à cultiver une terre que l'on sent bien à soi et où l'on a mis son âme, ils le conservent. Et d'autre part les inconvénients de la grande propriété, négligence, gaspillage, espaces réservés à l'agrément et laissés improductifs sont évités. Un syndicat agricole est une grande propriété, administrée comme une grande propriété qui aurait un propriétaire intelligent ; cultivée comme une petite qui aurait un propriétaire actif, amoureux de sa terre et opiniâtre. De même qu'il faut que le capital travaille et que le travail possède, de même la solution du problème agricole c'est d'une part de grands agriculteurs faisant participer leurs travailleurs à leurs bénéfices, d'autre part de grands agriculteurs aussi, qui seront de grands agriculteurs collectifs, qui seront de grands agriculteurs composés d'une multitude de

petits. Mille paysans syndiqués, c'est un grand agriculteur intelligent, informé, ayant à sa disposition deux mille bras les plus dévoués et les plus obstinés, et pour cause, qui puissent être.

Association pour la protection et pour la défense, l'association prend mille formes qui toutes ont leur utilité et qui assurent le salut de l'ouvrier et qui le font puissant, ce qu'il ne faut pas craindre, celui qu'il faut redouter étant, non pas le fort, mais le violent. Comme société de secours, l'association épargne, pour pouvoir, à un moment donné, soutenir une grève juste, et ceci est bien ; car une grève juste a son droit qu'il faut qu'elle puisse soutenir ; et ceci est même dans l'intérêt de la paix publique, car une grève violente est généralement une grève affamée, et dans une grève où le gréviste a sa subsistance assurée, il peut y avoir discussion, délibération relativement calme entre employeurs et employés, il peut y avoir sang-froid gardé des deux parts, ce qui est impossible dans le cas d'absolue misère et de faim mauvaise conseillère. Qu'une grève puisse être une délibération et que par conséquent elle puisse être longue mais non violente, c'est à quoi sert le trésor de guerre des associations de défense. Le *si vis pacem para bellum* n'est pas sans vérité ici ; car le trésor de guerre des associations de défense n'est qu'un tré-

sur de lutte, et cette lutte peut être pacifique précisément parce que ce trésor existe; il y a au moins plus de chance pour qu'une grève soit conduite avec tranquillité d'esprit vers une solution juste quand elle est, on peut le dire, caisse contre caisse et capitalisme contre capitalisme, que quand elle est la faim déchaînée contre la richesse.

Comme société de prévoyance, l'association pense d'avance les blessures du chômage en réservant à la saison malheureuse l'épargne de la saison favorable; elle crée des caisses de retraite pour l'ouvrier vieilli ou invalide; elle crée des assurances sur la vie ou contre les accidents; elle fait de tous les associés une famille où le faible peut compter sur le fort *et le fort sur le faible*, puisque c'est une loi de nature et une loi sociale que selon les circonstances le fort devienne le faible et le faible devienne le fort. Tel qui est heureux aujourd'hui sera malheureux demain, et tel qui est en santé aujourd'hui demain sera malade. C'est ce qui doit enseigner aux hommes la fraternité. L'association c'est une forme de la fraternité. En même temps qu'elle est une idée juste elle est un sentiment bon. Toutes les grandes choses sont le résultat d'une idée juste unie à un bon sentiment. Il y faut les deux. Dans l'association tous deux se rencontrent.

L'association est un procédé inventé pour effacer les inégalités trop sensibles entre les hommes et, en tant que sentiments, elle dérive de l'instinct de fraternité. C'est qu'en effet *ce n'est pas avec l'égalité qu'on fait de la fraternité ; mais avec la fraternité qu'on fait de l'égalité*. La soif d'égalité est un sentiment d'envie et de rancune ; elle ne mène qu'à la haine et à la guerre ; l'instinct de fraternité mène à l'égalité ou au moins à une égalisation progressive. En d'autres termes l'égalité ne se crée pas d'elle-même, ne se tire pas d'elle-même, l'égalité *ne se tire pas de l'égalitarisme* ; à vouloir se créer ainsi elle ne se crée point ; elle se tire de l'instinct fraternel ou plutôt elle en résulte sans s'être cherchée. L'association c'est l'égalité, c'est une égalité relative, mais plus « réelle » que toutes celles qu'on cherche ailleurs, créée par une idée juste et par le sentiment de solidarité.

Donc, comme l'a dit très bien Proudhon : « De toutes les *forces économiques* la plus grande, la plus sacrée, celle qui *aux combinaisons du travail réunit toutes les conceptions de l'esprit et les justifications de la conscience*, c'est la mutualité... *Seule la mutualité est INOFFENSIVE et INVINCIBLE.* »

Comme l'a dit moins éloquemment, et avec un sens pratique plus serré, John Stuart Mill : « Nous nous éloignons du temps où un grand nombre étant

les serviteurs d'un seul qui fournit les capitaux, ils n'ont d'autre intérêt dans l'entreprise que celui de *gagner leur salaire avec le moins de travail possible*. Si le progrès continue sa marche, il est très probable que l'état de salarié ne sera plus bientôt que celui des ouvriers que leur abaissement moral rendra indignes de l'indépendance et que les rapports de patron à ouvrier seront remplacés par l'association sous une ou deux formes : association temporaire des ouvriers avec l'entrepreneur [participation aux bénéfices] dans d'autres cas et à la fin dans tous, association des travailleurs entre eux. »

Intervention de l'Etat dans la mesure restreinte que j'ai indiquée et qui serait destinée, dans mes idées, à devenir de plus en plus restreinte ; car comme l'a dit si justement Dunoyer, « le progrès consiste dans la substitution graduelle de l'activité de la société à celle de l'administration » — participation de l'ouvrier aux bénéfices de l'entreprise, *même* comme nous l'avons vu plus haut *quand il n'y a pas de bénéfices*, c'est-à-dire ouvriers consentant à être payés partie en salaire proprement dit, partie en dividendes résultant soit des bénéfices, soit d'une réserve faite ; de telle façon que, soit qu'il y ait bénéfices, soit qu'il n'y en ait pas, ils se sentent

associés à l'entreprise et copatrons, — association sous toutes les formes pour parer à toutes les mésaventures, pour lutter avec fermeté et avec calme contre les exigences injustes ou aveugles ; même, à quoi je ne verrai aucun inconvénient, pour faire du prolétariat tout entier une classe puissante avec laquelle toutes les autres devraient compter : telles sont les *méthodes à suivre*, selon moi, pour résoudre dans la mesure où elle peut être résolue la question sociale, c'est-à-dire pour ne pas la résoudre, mais pour la purger de ce qu'elle a de plus violent, de plus irritant, de plus douloureux et de plus pitoyable ; telles sont les *idées directrices* qui devront être désormais celles de ce que j'appellerai, comme on voudra, le *socialisme limité*, le *socialisme pratique* ou le *socialisme réaliste*. En dehors d'elles je ne vois, pour reprendre la forte expression de Guizot, que « des chimères planant sur des ruines ».

Ce qu'il faut méditer sur l'ensemble de ces questions, c'est la loi d'*approximation progressive*, que Proudhon a insuffisamment formulée, mais indiquée avec une certaine netteté, aux dernières pages de sa *Théorie de la propriété*. La liberté ne sera jamais atteinte ; car elle serait « l'anarchie » ; mais le progrès consiste à en approcher progressivement le plus possible, et la régression consiste

à s'en éloigner, d'où il suit que l'anarchie n'est pas le but, mais que s'éloigner de l'anarchie éloigne du but. L'égalité ne sera jamais atteinte; car ce serait un nivellement affreux et funeste; mais on peut s'en approcher le plus possible et on doit s'en approcher le plus possible, et la régression consiste à s'en éloigner, et tant qu'elle ne sera pas tout à fait atteinte, la distance à parcourir pour l'atteindre, quelque petite qu'elle soit, sera suffisante pour que l'émulation, l'ardeur et le goût du travail subsistent parmi les hommes, d'où il suit qu'il ne faut pas y arriver et qu'il faut y tendre, et qu'elle n'est pas le but, mais que s'éloigner d'elle éloigne du but.

C'est ce qui fait dire à Proudhon : « Nous voulons [non pas l'égalité; car elle ne serait possible que dans le communisme, dont nous avons horreur, mais] *l'égalité de plus en plus approximée des conditions et des fortunes*, comme nous voulons l'égalisation de plus en plus approximée des charges ». Il n'y a rien qui, selon moi, soit plus juste et plus salubre. Or c'est l'égalité absolue que rêvent les collectivistes, égalité absolue qui ne serait maintenue du reste que par un régime autoritaire assez contraire au principe d'égalité, mais enfin égalité absolue pour toute la partie domestiquée de la nation; et c'est ce régime qui jetterait tout le

pays dans la langueur et la paralysie ; au contraire c'est, très nettement, vers une égalité de plus en plus approximée et jamais atteinte que veulent nous conduire les socialistes réalistes dont j'essayais tout à l'heure de résumer le programme.

Tout compte fait, l'idée socialiste considérée en sa généralité est une idée fausse, en réaction contre une idée fausse et par conséquent il y a des chances pour que le *in medio* soit juste ici. L'idée fausse contre laquelle l'idée socialiste est en réaction est celle qui est au fond de la vieille économie politique et elle est celle-ci : le but de la civilisation ou pour mieux dire la civilisation elle-même est l'accroissement continu de la richesse générale. Or on ne trouvera pas mieux pour le développement de la richesse générale que la concurrence illimitée dans l'absolue liberté, soit de la production, soit des échanges. Le laisser-faire, avec tous les malheurs individuels que l'on reconnaît qu'il peut entraîner, est donc la seule solution que la science économique ou la philosophie économique puisse proposer.

Cette idée est fausse. Tout au moins elle n'est rien moins que prouvée. Sur quoi affirme-t-on que le but de la civilisation, que la civilisation elle-même est l'accroissement continu de la richesse

générale, de la production générale? Ou, s'il est vrai, ce qu'on peut soutenir, que la civilisation soit cela, sur quoi affirme-t-on que la civilisation soit une bonne chose? On dirait que l'homme est d'autant plus heureux qu'il a plus de besoins avec des moyens plus abondants pour les satisfaire. Est-ce une vraie définition du bonheur? Cette idée n'est pas autre chose qu'un préjugé. C'est une idée fausse.

En réaction contre cette idée fausse, le socialisme pense plus ou moins clairement ce qui suit : le bonheur pour l'homme c'est de n'avoir pas de besoins. Il en a ; soit ; mais alors le bonheur pour l'homme est d'avoir le moins de besoins possibles. La civilisation consiste à multiplier les besoins et les moyens de les satisfaire et à multiplier les besoins *par* les moyens de les satisfaire ; elle consiste à créer des besoins factices et toujours un plus grand nombre de besoins factices. Pour arriver à cela il est très vrai qu'il faut éperonner l'homme par la concurrence et créer la concurrence par la liberté. Il est très vrai que laissés libres, les hommes, pour satisfaire des besoins toujours nouveaux, se démèneront, se trémousseront, inventeront, s'ils peuvent, produiront démesurément s'ils ne peuvent pas inventer, s'épuiseront par le surmenage, et que le progrès de la civilisa-

tion résultera de leurs efforts ; mais c'est cette civilisation même, mot pompeux pour dire multiplication des besoins factices et multiplication des satisfactions inutiles qui est une absurdité. Le bonheur c'est au contraire la suppression des besoins factices et la simplification de la vie. Persuader à l'homme qu'il n'a besoin que de vivre, et, si on ne lui peut pas persuader cela, l'y contraindre, en supprimant la concurrence, au besoin par la suppression de la liberté dont il fait un si mauvais usage, voilà le vrai. Si la concurrence est un suicide, la liberté est un instrument de suicide. Oter à l'homme la liberté de s'exterminer par la concurrence et par la recherche éperdue et toujours plus ardente de biens qui sont des maux, c'est ôter à un neurasthénique le revolver dont il se prépare à user contre lui-même. — Voilà l'idée socialiste en son essence même.

Mais cette idée aussi est fausse, quoique son contraire soit faux. S'il est très vrai que la civilisation soit excessivement périlleuse, soit meurtrière, si vous voulez, il ne faudrait pas oublier que la servitude l'est aussi, et que si la civilisation est mortelle par le surmenage, la servitude l'est tout de même par le marasme. En supprimant la concurrence vous supprimez la recherche absurde de biens faux, je vous l'accorde ; mais vous ne

supprimez et vous ne pouvez supprimer la concurrence qu'en supprimant la liberté, et la liberté elle, n'est pas un bien faux, et nous voilà au point. Et si vous m'accordez, vous, que la liberté n'est pas un bien faux et si vous laissez subsister la liberté, immédiatement la concurrence en sort et de la concurrence sortent tous les maux que vous dénoncez. Vous voilà ramenés à supprimer la liberté, et la liberté est un bien vrai, si vrai que la servitude est un malheur insupportable. Votre idée est donc fausse tout autant que l'est l'idée de vos adversaires.

L'homme trouve la mort tout autant dans l'excès de la civilisation que dans ce qui s'opposerait à la naissance de la civilisation et tout autant dans ce qui s'opposerait à la naissance de la civilisation que dans les pires excès de la civilisation elle-même. Il se tue à se civiliser et on le tue à l'empêcher de se civiliser. La vie compliquée est mortelle ; et, non pas la vie simple, mais la condamnation à la vie simple est mortelle. L'idée essentielle des socialistes, en réaction contre l'idée essentielle des économistes, est donc aussi fausse que celle des économistes.

Peut-on sortir de là ? Je le crois. J'ai annoncé et promis un *in medio*. Le voici. J'ai pris soin de dire : « La vie compliquée est mortelle ; et, *non pas*

la vie simple, mais la condamnation à la vie simple est mortelle aussi. » On m'entend bien. Ce n'est pas la vie simple qui a des dangers ; elle n'en a aucun, c'est d'y être condamné qui, non seulement est un danger, mais est mortel. Ce qu'il faudrait donc, c'est qu'on menât la vie simple sans y être condamné, qu'en pleine liberté et avec toute licence de se jeter éperdûment dans la vie concurrentielle, on restât très tranquillement dans la vie simple, modeste et non ambitieuse, et qu'on n'eût pas de plus grande crainte que de multiplier ses besoins. Il se pourrait ainsi que sans contrainte et par l'effet seulement de mœurs nouvelles, les dangereux inconvénients de la lutte pour le bien-être et de la lutte pour la jouissance fussent conjurés ; il se pourrait *que, sans disparaître, la civilisation se ralentît, et voilà précisément le in medio.*

Si les deux idées que j'examinais tout à l'heure, l'idée des économistes et l'idée des socialistes, sont toutes les deux fausses, il est certain aussi qu'elles contiennent toutes deux quelque chose de vrai ; il est certain que l'homme a besoin de sa liberté de travail et d'efforts et qu'il a même le besoin moral de faire des efforts, que l'effort est une condition de sa santé physique et morale ; et il est certain aussi que le train furieux de la civilisation en marche lui impose beaucoup plus d'efforts et de

labeur qu'il n'est nécessaire pour sa santé morale et physique. Le juste et le raisonnable serait donc qu'il aimât la civilisation sans en être comme enivré, et le travail et même la lutte sans en avoir comme le délire. Or le socialisme en ses idées générales est précisément pour répandre ce sentiment très juste de mépris pour la richesse et le luxe, et même d'ironie à l'égard du travail intense, de l'agitation désordonnée et de la lutte à outrance. Né de la civilisation et renaissant toujours quand elle est trop active, il est comme l'antidote des poisons de la civilisation.

A cet égard il est excellent, comme du reste toutes les fois qu'on le considère sous son aspect moral il est excellent. Rousseau et Tolstoï sont dans le faux quand ils caressent leur rêve de retour à la vie sauvage ; comme adversaires et comme contrepoids des *businessmen*, ils sont très bons et leur influence est salutaire, si elle existe.

Existe-t-elle ? C'est ce qui reste douteux, je le reconnais, et je sais bien que c'est parce que cela reste douteux que les socialistes radicaux n'ont aucune confiance dans la simple prédication plus ou moins évangélique et veulent un peu forcer l'humanité à se reposer : *compelle stare*. Seulement leur remède est, sinon pire que le mal, du moins égal au mal.

Il faut donc et n'exercer aucune contrainte, même pour forcer les hommes à ne rien faire, et être sur ce point « économiste » ; — et ne pas laisser et ne pas cesser d'engager les hommes à la modération dans les désirs et à la résignation à la vie simple et parler ici le langage des socialistes. Je rêve, comme Lange (1), une société parfaitement libre, où les citoyens ne seraient pas du tout convaincus de la nécessité d'être riches et n'useraient pas de leur liberté pour s'asservir eux-mêmes à un travail dépassant leurs forces ; où ils n'entendraient pas qu'on leur imposât la médiocrité, mais où ils se l'imposeraient à eux-mêmes ; où toujours prêts aux grands efforts pour l'indépendance et l'autonomie de leur patrie, ils considéreraient, pour eux-mêmes, comme très inutile de fournir quatre ou cinq heures de travail de plus qu'il ne serait nécessaire à leurs besoins ; où ils s'appliqueraient non pas à multiplier leurs besoins ; mais à les restreindre ; où, leur santé et celle des leurs assurée, ils seraient persuadés qu'ils sont aussi riches que personne au monde et que le but matériel de la vie est atteint. Ils repousseraient tous les moyens coercitifs du socialisme ; mais ils seraient psychologiquement et moralement des

(1) *Histoire du Matérialisme*. Voir aussi Henry Michel, *l'Idée de l'État*.

socialistes accomplis. Ils vivraient dans un régime social conforme aux idées des économistes ; mais ils ne croiraient pas du tout que l'idéal des économistes, créer toujours plus de richesses, fût une pensée très raisonnable.

Ce rêve est-il réalisable ? Je ne le crois pas beaucoup. Il est trop probable, et quand on considère l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis, on tend à se confirmer dans cette opinion, que le socialisme, même considéré au point de vue moral, est surtout un état d'âme de peuples vieilliss et fatigués et que le *struggle for life* est l'état naturel de peuples énergiques, et, quelle que soit leur antiquité historique, en pleine jeunesse.

Mais encore, s'il est vraisemblable que la civilisation *se détruit* par ses excès, il est possible aussi qu'elle *se corrige* par ses excès ; il est possible que, sans périr, un peuple se ralentisse salutairement, reporte son activité du côté de la défense de la patrie et ne la gaspille pas dans la recherche ardente des jouissances et des superfluités. C'est peu probable ; mais il n'est pas défendu de l'espérer.

En tout cas, le socialisme en soi, en son fond, est une doctrine morale qui est irréprochable et salutaire et que, comme doctrine morale, il faut répandre par tous les peuples, comme une religion,

sans abandonner pour lui l'idée de patrie, auquel cas le socialisme ne serait qu'un narcotique que chaque peuple verserait charitablement à son voisin pour pouvoir l'accabler quand il serait endormi ; mais en le présentant comme une *pensée universelle* vers laquelle il faudrait, *tous ensemble et du même pas*, s'élever peu à peu de toutes ses forces.

Le socialisme radical, considéré dans les applications de lui-même qu'il a inventées, collectivisme, appropriationisme, anarchisme, est, soit impossible, soit tellement dangereux qu'il est récusable absolument et qu'il doit être considéré comme suranné, comme condamné, et comme le premier essai, malheureux et ridicule, d'une invention qui n'est pas sûre d'elle-même, qui tâtonne et qui n'a pris encore ni connaissance de la réalité, ni conscience de soi.

Le socialisme d'Etat, en certaines de ses parties que j'ai indiquées, est recevable comme transition, comme aide et secours donnés pour un temps à des groupes sociaux intéressants et dont il convient de favoriser l'évolution du reste autonome et spontanée, et à la condition qu'elle soit, en effet, spontanée et autonome.

Le socialisme associationniste, le socialisme qui consiste en ceci que les prolétaires s'organisent

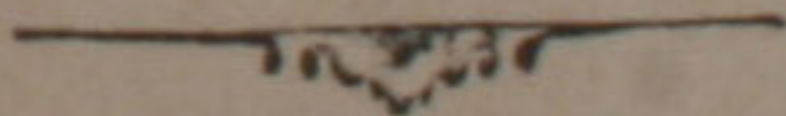
eux-mêmes, soit pour se nourrir à meilleur marché, soit pour remplacer le capital capitaliste par le capital collectif et faire eux-mêmes l'entreprise industrielle, et en être les maîtres et non les serviteurs, soit pour se défendre méthodiquement contre les exigences injustes ou excessives des chefs d'industrie, soit pour accéder à la propriété, soit même pour constituer le prolétariat en classe considérable et importante, ayant sa grande part dans les destinées de la nation et dans les responsabilités de la nation ; ce socialisme anticommu-niste et même antiétatiste, est digne de toute considération et de tout respect, n'est pas autre chose qu'un besoin sachant créer son organe, en parfaite conformité avec les lois naturelles et les lois sociologiques les plus sûres et les mieux fondées.

Ainsi j'étudiais la question sociale, *sine studio et ira*, en parfaite impartialité et tranquillité d'esprit, je crois, et n'ayant, comme toujours, pour souci que *le moindre malheur* de l'humanité et le moindre malheur de mon pays ; — je dis : le moindre malheur, puisque, de bonheur, heureux qui en rêve, un peu naïf qui en parle et décidément un peu ridicule qui en écrit.

Juillet-Août 1906.

Table des Matières

I. — Le socialisme avant 1789.	1
II. — Le socialisme sous la Révolution française. . .	18
III. — Le socialisme depuis 1800.	66
IV. — Les faits générateurs du socialisme	92
V. — Les idées mères du socialisme.	106
VI. — L'anarchisme.	157
VII. — L'appropriationisme.	173
VIII. — Le collectivisme.	186
IX. — Les pseudo-socialismes.	262
X. — Dernières nouvelles.	286
XI. — Conclusions.	315



De se & solidariis ^{se} per equos.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET Cie
PARIS, 15, rue de Cluny

SIXIÈME ANNÉE

La Revue Latine

Journal de Littérature comparée

FRANCE, ESPAGNE, PORTUGAL, ITALIE, BELGIQUE,
SUISSE FRANÇAISE, ROUMANIE, CANADA, ETC.

La Revue paraît le 25 de chaque mois
En une brochure in-8° carré de 64 pages

Directeur : **Émile FAGUET**

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Rédaction : DAURIAC, DEJOB, FAGUET, FIERENS-
GEBHART, LE GENTIL, JULIEN L.
DE LABRIOLLE, MARTINENCHE, S.
WILMOTTE, ETC.

Secrétaire de Rédaction : CHARLES MONTEL.

ABONNEMENT { France : un an, 4 fr.
 { Etranger : un an, 5 fr.

LE NUMÉRO : 60 centimes.

EN VENTE

La première année.	15 fr.
La seconde année.	10 »
Les troisième, quatrième et cinquième années, chacune.	6 »

L'année forme un joli volume in-8°, broché, de plus de 700 pages.
Un numéro spécimen est envoyé franco sur demande.